



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2517
28 octobre 2016
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Le camp de Calais évacué

Liberté de circulation et d'installation pour les migrants!



Policiers
L'impasse du
tout-répressif

page 4

Haiti
Entre ONU
et choléra

page 9

Chômage
Une vraie
fausse baisse

page 12

Concours de démagogie autour des migrants de Calais

Le démantèlement de la « jungle » de Calais est présenté par le gouvernement comme une opération humanitaire. Certes, la vie de ces milliers de migrants dans un tel bidonville, dans le froid, la boue, les rats, est inhumaine. Et peut-être une partie des réfugiés répartis dans différents centres à travers le pays y trouveront-ils un peu du répit et de l'espoir qu'ils recherchaient en fuyant leur pays, souvent au péril de leur vie. Encore faut-il qu'ils y aillent volontairement. Heureusement, malgré l'agitation xénophobe de nombreux politiciens, dans de nombreuses communes, des associations et les habitants eux-mêmes accueillent les réfugiés avec cette humanité qui fait défaut aux notables à la tête des partis de gouvernement.

Car, dans cette affaire, le premier souci du gouvernement n'est pas d'aider les migrants, mais de les éloigner de la Manche. Depuis près de vingt ans, des migrants se pressent vers ce littoral, pour rejoindre l'Angleterre où ils ont de la famille ou dont ils parlent la langue. En vertu d'un de ces accords sordides dont les grandes puissances ont le secret, la France gère la frontière britannique, moyennant finances. Elle a disposé des centaines de gendarmes, dressé des dizaines de kilomètres de barbelés et elle construit un nouveau mur. Et, comme de nouvelles « jungles » vont se reformer dans les semaines à venir, police et gendarmerie se préparent à les démanteler immédiatement. On a connu opération plus humanitaire !

L'existence même de la « jungle » résulte de la politique du gouvernement, qui n'a pas voulu accueillir ces migrants dignement. Quand Grande-Synthe, près de Dunkerque, s'est retrouvée avec un bidonville, le maire a construit un camp d'accueil digne de ce nom, avec l'aide de Médecins sans frontières ; le gouvernement, opposé au projet, n'a pas versé un centime. Cela souligne l'hypocrisie qui consiste à baptiser « humanitaire » l'éloignement forcé de migrants par la police.

L'attitude de la droite et du FN, qui s'opposent à l'arrivée des migrants dans les communes ou dans les régions qu'ils dirigent, est encore pire, s'il est possible. En concurrence électorale, ils multiplient les promesses démagogiques, contre le regroupement familial ou l'aide médicale aux sans-papiers, pour une politique toujours plus dure envers les étrangers.

Ces gens-là voudraient-ils qu'on rejette à la mer les réfugiés qui franchissent la Méditerranée ? Qu'on renvoie les Soudanais ou les Érythréens sous la férule de leur dictateur, les Syriens ou les Irakiens sous les bombes ? Qu'on érige un mur autour de l'Hexagone ou de l'espace Schengen ?

Gauche et droite expliquent que la France ne peut plus accueillir de migrants. 1,3 million d'entre eux auraient gagné l'Europe en 2015. Mais l'Union européenne compte 510 millions d'habitants ! Et il est mensonger de dire que la France, un des pays les plus riches au monde, ne peut accueillir quelques dizaines de milliers de réfugiés. Par le passé, du million de pieds-noirs après la guerre d'Algérie aux 120 000 boat-people vietnamiens et cambodgiens en 1979, des arrivées massives n'ont pas posé de problème réel.

Les politiciens expliquent qu'il n'y a pas assez d'emplois ou de logements pour accueillir les réfugiés. Ils voudraient opposer les pauvres d'ici aux pauvres d'ailleurs. Mais c'est une fausse opposition, visant à masquer la division de la société entre les travailleurs et les capitalistes. Les migrants sont-ils responsables des six millions de chômeurs ? Non, bien sûr. Et la droite prévoit-elle de créer des emplois ? Non, elle promet d'en supprimer, en taillant à la hache dans les services publics. Si elle revient au pouvoir, la vie des immigrés sera peut-être plus dure, mais ce sont en fait tous les travailleurs qui seront attaqués !

Sarkozy explique sans craindre le ridicule que nos ancêtres sont les Gaulois. Mais la réalité est que la classe ouvrière française s'est construite avec des immigrés italiens et polonais, espagnols et portugais, maghrébins et africains, au fil des générations. Et les migrants de Calais seront demain des travailleurs d'Europe.

Bien sûr, à toutes les époques, des démagogues ont opposé les travailleurs français aux étrangers, pour le plus grand bonheur des bourgeois, qui savent « diviser pour mieux régner ». Quand on cible les plus démunis, on épargne les plus riches. Mais le mouvement ouvrier socialiste puis communiste a su, à chaque étape, accueillir, intégrer dans ses rangs les nouveaux venus, et en faire des alliés, des camarades de combat. À nous d'en faire autant aujourd'hui.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Policiers mécontents : l'impasse du tout-répressif	4
Une justice de plus en plus dure	4
Budget de la Défense : un coût réel exorbitant	4
Revenu universel : un nouveau miroir aux alouettes	5
Évasion fiscale : moins de contrôle	5
RSA : la chasse aux pauvres	5
Retraités : public ou privé... la pauvreté gagne du terrain	5
Marine de guerre : sur l'océan des profits	5
Calais : le démantèlement de la Jungle ne résoudra rien	6
Vallée de la Roya : l'aide aux migrants interdite	6
Migrants : la solidarité plus forte que la haine	7
Ile-de-France : démantèlement de camps roms programmé	7
Montreuil : les familles roms laissées sur le trottoir	7

Paris 16^{ème} : le centre pour SDF incendié

Traité UE-Canada : l'ennemi, c'est le capitalisme

Chômage : baisse réelle... ou manipulation !

États-Unis : des candidats se réclamant de la classe ouvrière

Leclerc - Conflans : contre un patron odieux

Ukraine : la misère avec ou sans visa

Babou - Bagnolet : fiers de leur grève

IL Y A 60 ANS

1956 : de Poznan à l'Octobre polonais

DANS LE MONDE

Espagne : le PSOE remet le gouvernement à Rajoy

Colombie : un processus de paix fragile

Cameroun : grave accident ferroviaire chez Bolloré

Haïti : le choléra et l'attitude criminelle de l'ONU

ENTREPRISES

PSA-Poissy : riposte à la répression

Dufour Yachts : la colère s'exprime

Toray-St-Maurice-de-Beynost : le plan de productivité ne passe pas

INRIA : inquiétants projets de restructuration

CHU d'Angers : double grève

Hôpital de Tourcoing : violence aux Urgences

CAF de Nancy : une dégradation sociale

Amiens : relaxe pour les huit de Goodyear

Adapei - Orne : licenciements abusifs condamnés

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Présidentielle: Valls pour l'unité... derrière lui

À Tours, samedi 22 octobre, à l'occasion de l'Université de l'engagement du Parti socialiste, Valls s'est présenté comme le rassembleur de la gauche et comme le meilleur candidat face à la droite... si Hollande ne se présentait finalement pas.

Cette hypothèse devient en effet crédible, après les turbulences suscitées par la publication du livre basé sur les confidences de Hollande, *Un président ne devrait pas dire ça*. Craignant une débâcle électorale et soucieux de préserver leurs postes, certains socialistes n'hésitent d'ailleurs pas à dire ouvertement qu'ils ne

souhaitent pas sa candidature. Tout en affichant sa loyauté au président, Valls se positionne donc dans la course à l'investiture face à tous les autres candidats déclarés ou non à la primaire.

Son discours à Tours a été jalonné de formules censées faire plaisir aux candidats estampillés les

plus à gauche de la primaire socialiste. Le même Valls, qui avait envoyé sa police et ses gendarmes mobiles contre ceux qui s'étaient opposés à la loi travail, a redécouvert que « l'histoire de la gauche se confond avec celle du mouvement syndical ». Alors que son gouvernement n'a cessé de refouler les migrants, les condamnant à vivre dans des conditions inhumaines dans des camps ou dans la rue, Valls a eu le culot de déclarer : « C'est l'honneur de la France d'accueillir ceux qui fuient la guerre et

les persécutions. »

Mais les autres concurrents à la primaire du PS ne font pas preuve de moins d'hypocrisie. D'une certaine façon, Valls ne s'est pas gêné de le souligner en s'adressant à eux pour leur demander : « Arnaud (Montebourg), Emmanuel (Macron), Benoît (Hamon), Aurélie (Filipetti), qu'est-ce qui nous sépare ? Et de poursuivre : « Bien sûr, je connais nos débats et nos désaccords, et il faut les assumer. Mais qu'est-ce qui nous rapproche d'abord ? D'avoir gouverné ensemble. »

En effet, tous ces candidats à la primaire qui cherchent aujourd'hui à prendre leurs distances avec l'action gouvernementale ont été ministres, à un moment ou à un autre, durant le quinquennat de Hollande. Ainsi, quel que soit le nom du vainqueur de la primaire du PS, Hollande, Valls ou l'un de ses concurrents, son programme politique est connu d'avance : la défense des intérêts de la bourgeoisie, dans la continuité des gouvernements socialistes depuis 2012.

Boris Savin

À la télévision : Bruno Le Maire s'est fait moucher

Invité jeudi 20 octobre à l'Émission Politique, sur France 2, Bruno Le Maire espérait pouvoir faire tranquillement étalage de son catalogue de mesures antipauvres et antiouvrières. Mais, pour une fois, cela n'a pas été le cas.

Comme tous les autres candidats de la droite, Le Maire promet une baisse massive des cotisations patronales, la suppression de l'impôt sur la fortune, la suppression des 35 heures, le recul de l'âge de la retraite à 65 ans, la limitation du droit de grève. Pour frapper les esprits, il a chiffré à 500 000 le nombre d'emplois qu'il estime nécessaire de supprimer dans la fonction publique... se gardant bien par contre de préciser comment cela se répercuterait dans les écoles, les hôpitaux et dans tous les services directement utiles à la population.

Pour ne pas être en reste

par rapport à ses concurrents, Le Maire n'a bien sûr pas oublié de se livrer à un couplet antimigrants. Mais c'est surtout sur le terrain de la démagogie antichômeurs qu'il mène une surenchère appuyée, proposant de rétablir la dégressivité des allocations chômage et la création de prétendus « emplois rebonds », payés cinq euros de l'heure. Confronté au cours de l'émission à la secrétaire générale de la CGT Martinique et porte-parole de Combat ouvrier, Ghislaine Joachim-Arnaud, ce politicien a reçu la réponse qu'il méritait.

Cette militante a en effet répondu vertement



Ghislaine Joachim-Arnaud face à Bruno Le Maire.

à Le Maire qui l'interpellait par son prénom : « Non, Monsieur, vous m'appelez Madame Joachim-Arnaud, mais vous ne m'appelez pas Ghislaine. Je ne suis pas votre amie. [...] Vous êtes dans un camp, je suis dans un autre ! » a-t-elle dit, avant de répondre au prétendu « syndicalisme de dialogue » vanté par Le Maire : « Tout

ça, c'est du pipi de chat, vous m'entendez ! On vit dans une société où il y a des patrons, des employeurs, des salariés, des exploités, des millions de gens qui ont des emplois précaires. C'est ça la vérité. Vous voulez supprimer le droit pour les travailleurs de présenter leurs candidats au travers des organisations qu'ils ont choisies. Continuez

comme ça, et vous verrez que les opprimés et les exploités sauront se mettre debout. »

Visiblement, Le Maire a été surpris de se voir interpellé de cette façon par une travailleuse en colère. C'est bien ce langage que les travailleurs doivent réserver aux politiciens de ce genre.

Hélène Comte

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

SAMEDI 5 NOVEMBRE

Rouen

Palais des Sports de Oissel
à partir de 17 heures

Allocution de Nathalie Arthaud à 19 h 30

Fourmies

Salle Nelson-Mandela
à partir de 17 heures

DIMANCHE 13 NOVEMBRE

Dijon

Espace Jean-Bouhey
37, route de Dijon à Longvic
à partir de 12 heures

Allocution de Nathalie Arthaud à 15 h 30

DIMANCHE 6 NOVEMBRE

Strasbourg

Foyer, 23, rue du Lazaret
à Strasbourg-Neudorf
à partir de 11 heures

Reims

Salle Rossini
à partir de 11 heures
Allocution de Nathalie Arthaud à 12 h 30

SAMEDI 19 NOVEMBRE

Compiègne

Salle des fêtes
de Margny-lès-Compiègne
à partir de 18 heures

Allocution de Nathalie Arthaud à 19 heures

DIMANCHE 20 NOVEMBRE

Bordeaux

Château du Diable
88, cours Victor-Hugo à Cenon
à partir de 11 heures

Cercle Léon Trotsky

Après les élections
américaines

Vendredi 18 novembre
à 20 h 30

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité, ligne 10
Participation aux frais : 3 euros

Policiers mécontents : l'impasse du tout-répressif

Malgré les déclarations de Valls apportant son entier soutien aux policiers qu'il dit comprendre et soutenir, les manifestations se poursuivent depuis le 17 octobre. Plusieurs centaines de policiers ont ainsi défilé dans plusieurs villes, de nuit, parfois cagoulés et parfois avec leurs véhicules de service. De nouveaux rassemblements ont eu lieu les 25 et 26 octobre.

Cette mobilisation partie des fonctionnaires du rang, déclenchée après l'agression de Viry-Châtillon, a surpris jusqu'aux syndicats de police, qui tentent d'en reprendre la direction en proposant marches et rassemblements. Il y a visiblement une colère accumulée face à des moyens matériels obsolètes, des missions de plus en plus lourdes et nombreuses, l'absence de considération de la hiérarchie. De ce point de vue, les policiers du rang ne sont pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou de l'Éducation nationale, en particulier ceux qui travaillent dans les quartiers populaires. Ils subissent eux aussi des économies budgétaires, la course à la productivité et des pressions pour faire du chiffre coûte que coûte.

Une de leurs fonctions étant d'intervenir dans les quartiers meurtris par le chômage et la pauvreté, les policiers se heurtent brutalement, comme les habitants de ces quartiers qui les subissent au quotidien, aux conséquences de ces deux fléaux : la loi des bandes, les trafics petits ou grands

et la violence que tout cela génère. En se déchargeant sur eux, l'État les envoie au casse-pipe, sans états d'âme.

Malheureusement, s'ils obtenaient satisfaction à ce qu'ils revendiquent pour la plupart, cela ne résoudrait rien. Assouplir les conditions dans lesquelles ils pourraient faire usage de leurs armes ne ferait que multiplier les bavures. Ce serait engager une fuite en avant qui aggraverait le cercle vicieux de la violence, à l'image de ce qui se passe aux États-Unis. Quant à exiger encore plus de sévérité de la part de la justice, cela augmenterait la surpopulation des prisons sans réduire la délinquance.

La violence est un effet du pourrissement d'une société où les écarts se creusent entre une minorité de plus en plus riche et une majorité qui s'appauvrit. Elle résulte du désespoir face à l'avenir dans lequel est plongée une fraction croissante de la jeunesse, sur fond de recul des organisations ouvrières et des associations de solidarité. Alors, effectivement, les policiers risquent d'être



de plus en plus débordés si cette évolution continue.

Tant qu'on n'enrayera pas le chômage, tant qu'on laissera des millions de personnes s'enfoncer dans la pauvreté, c'est-à-dire tant qu'on n'enlèvera pas leur pouvoir aux capitalistes qui suppriment des emplois, la brutalité gangrènera la société. Les gouvernements qui se succèdent au pouvoir agissent dans le même sens en faisant adopter des lois, comme la loi El Khomri, qui

facilitent les licenciements et aggravent l'exploitation. Et quand les travailleurs protestent, ils envoient contre eux la police, dont la principale fonction est de maintenir cet ordre social injuste.

Le gouvernement veut se montrer bienveillant à l'égard des policiers qui manifestent sans autorisation et avec leurs véhicules, et reconnaît que leurs revendications sont légitimes. Il a en effet trop besoin d'eux

quand ce sont les travailleurs qui défendent leurs emplois ou leurs conditions de travail. Il veut alors que la police et la justice se montrent impitoyables. Mais c'est cela aussi qui alimente l'impopularité dont les policiers se plaignent. Pour en sortir, c'est bien cette société du tout-sécurité qu'il faut remettre en cause. Y aura-t-il des policiers pour avoir cette conscience?

Xavier Lachau

Une justice de plus en plus dure

Le nombre d'incarcérations n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Au 1^{er} juillet, un record historique était battu avec près de 70000 détenus.

En septembre, un rapport du ministre de la Justice constatait « un durcissement de la législation pénale depuis de nombreuses années (...), accompagné d'une sévérité accrue des

décisions de justice ». Les procureurs multiplient les comparutions immédiates ou sur « reconnaissance préalable de culpabilité », qui débouchent davantage sur des peines de prison ferme. Et pour quel résultat?

Les prisons, surpeuplées et inhumaines, sont des écoles du crime. La jeunesse des quartiers pauvres et les enfants d'immigrés

y sont surreprésentés car ils sont surveillés bien plus que d'autres, tout en étant infiniment moins bien défendus que les délinquants financiers. Quant aux effets de cette sévérité sur la violence dans la société, la multiplication des agressions montre son inefficacité.

X.L.

Budget de la Défense : un coût réel exorbitant

Avec la présentation puis le vote du budget de l'État pour 2017, celui notamment de la Défense, on a évoqué dans les médias le coût des opérations militaires extérieures (dites Opex en abrégé) auxquelles participe l'armée française.

Ces opérations sont nombreuses, des plus récentes comme Chammal en Irak et en Syrie, ou Barkhane au Sahel, à d'autres, plus anciennes toujours en cours : Corymbe, Licorne, EUTM, Tamarin en Afrique, Pamir Héraclès en Afghanistan, voire Trident et Astrée en ex-Yougoslavie. Une liste malheureusement non exhaustive.

Or, bien que ces opérations se multiplient et mobilisent des moyens considérables en Syrie, chaque année l'État annonce imperturbablement le même

surcoût Opex d'environ un milliard d'euros.

C'est un tel mensonge que, l'an dernier, la Cour des comptes, pourtant pas réputée antimilitariste, a reproché au gouvernement d'avoir budgétisé à peine un tiers du surcoût Opex attendu.

Minorer le coût annoncé des opérations militaires vise, bien sûr, à berner l'opinion publique. Mais cela sert aussi à détourner les regards du principal : ce que coûtent réellement l'institution militaire et son fonctionnement.

Bien sûr, ce coût est énorme, et d'abord pour les populations en Afrique ou au Moyen-Orient, victimes collatérales, disent les gradés, sinon cibles des opérations de guerre de l'armée française.

Il y a aussi le prix de ces expéditions militaires que doit acquitter la population en France même. Car pour envoyer des blindés dans le Sahel, des commandos des troupes spéciales en Libye, un porte-avions nucléaire et ses Rafale en Syrie, il faut que ces moyens existent au préalable. Il faut donc qu'année après année l'État commande des engins de mort à Dassault, Safran, Thales, etc. Cela suppose une industrie de l'armement, parmi les plus

importantes au monde, avec ses propriétaires et ses actionnaires grassement entretenus par les impôts des classes laborieuses, via le budget de l'État. Il faut aussi que cet État recrute, loge, entraîne, paye tout un appareil humain destiné à combattre, des engagés du rang à l'état-major, sans oublier un nombre conséquent de techniciens de maintenance, le budget 2016 de la Défense comptabilisant 271510 emplois à sa charge.

« Défendre la France », nous dit-on, en fait défendre les intérêts de ses capitalistes à l'étranger, se paye d'un prix exorbitant. Ainsi, en 2014, Hollande, en même temps qu'il invoquait la nécessité de

réduire de 50 milliards le déficit du Budget pour s'abriter dans les dépenses publiques indispensables à la population, annonçait une hausse de près de quatre milliards pour les dépenses militaires sur la période 2015-2019.

Si l'on s'en tient aux seules données officielles, et l'on sait que ceux qui nous gouvernent s'entendent à dissimuler sous d'autres rubriques une partie des dépenses militaires, on atteint cette année un chiffre de 32 milliards de dépenses pour la Défense. Ou plutôt, pour la guerre que gouvernants et marchands d'armes font aux peuples et aux travailleurs, ailleurs et aussi ici.

Pierre Laffitte

Revenu universel : un nouveau miroir aux alouettes

Dans un rapport rendu public mercredi 19 octobre, une mission d'information du Sénat a proposé d'expérimenter rapidement différentes modalités d'une mise en place d'un revenu de base. Le texte est pompeusement intitulé : « *Le revenu de base en France : de l'utopie à l'expérimentation* ». Rien de moins !

Pourtant, on est bien loin de l'utopie, avec ce rapport qui se fixe l'objectif de trouver une « *solution alternative à la logique actuelle des minima sociaux* ». Ainsi, les sénateurs préconisent le versement, pendant trois ans, d'un revenu mensuel de 500 euros. Cette aide, précisent-ils, « *viendrait se substituer aux minima sociaux (RSA, ASS, AHH...)* perçus par les personnes faisant l'objet de l'expérimentation ». Et pour bien démontrer qu'ils ne sont vraiment pas des utopistes, les sénateurs envisagent que des obligations puissent être

imposées en contrepartie, soit dans l'utilisation de cette aide, soit dans des activités imposées à ses bénéficiaires.

Alors on voit très bien comment cette mesure, qu'on l'appelle revenu de base ou revenu universel, pourrait servir, par exemple, à justifier une refonte des aides existantes dans le but réel de faire des économies.

Certains politiciens, comme Hamon ou Valls, évoquent en cette période de campagne électorale la mise en place d'un revenu universel, mais ils se

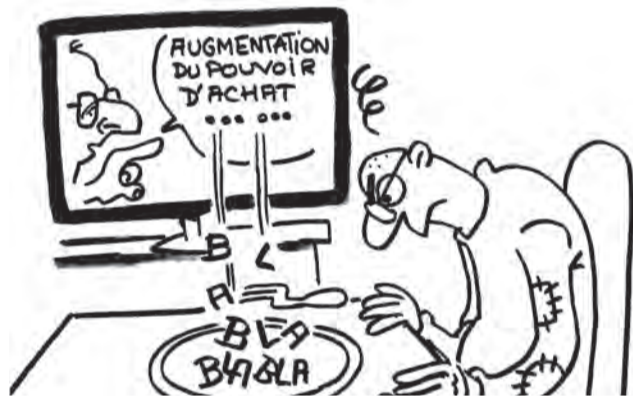
gardent de lui donner un contenu concret. Ils voudraient seulement s'en servir pour sauver leur image de gauche auprès des travailleurs écœurés par la politique de Hollande et du PS depuis 2012.

Garantir à chaque membre de la société un revenu de base, cela semble relever d'un projet généreux, humaniste, voire en rupture avec la logique de l'économie capitaliste. C'est d'ailleurs dans cet esprit que certains le proposent. Mais cette revendication, si elle ne s'accompagne pas de la volonté de mettre fin au pouvoir de la bourgeoisie sur l'économie et la société, ne peut que servir à masquer des pièges pour les travailleurs et les classes populaires.

Marc Rémy

Retraités : public ou privé... la pauvreté gagne du terrain

Selon un rapport annexé au projet de loi de finances de 2017, le nombre de départs en retraite, dans la fonction publique, a fortement diminué. C'est l'aboutissement des réformes précédentes de 2003 à 2010, pérennisées par le gouvernement actuel, qui ont fait reculer l'âge de départ à 62 ans, supprimé les départs anticipés pour les parents de trois enfants et augmenté le nombre de trimestres pour obtenir une retraite complète. Quant au montant de la pension moyenne, s'il progresse un peu nominale-ment, en réalité son pouvoir d'achat baisse : entre 2000 et 2015, pour les nouveaux retraités, il a perdu l'équivalent d'une centaine d'euros.



Qu'il s'agisse du public ou du privé, le gouvernement Hollande a pris la suite des attaques des gouvernements de droite, des décrets Balladur et Fillon, en gelant toute revalorisation, en ajoutant une nouvelle taxe comme la contribution de solidarité (CASA) aux retraités imposables. Il a extorqué aux retraités,

comme aux travailleurs en activité, de quoi subventionner le patronat.

Selon l'Insee, entre 2012 et 2013, le taux de pauvreté a augmenté chez les retraités. Un peu plus d'un million d'entre eux se situaient alors sous le seuil de pauvreté. En trois ans, la situation n'a pu que se dégrader.

Sylvie Maréchal

Marine de guerre : sur l'océan des profits

Le salon Euronaval s'est tenu du 17 au 21 octobre au Bourget, en région parisienne. C'est un salon commercial comme tous les autres, rassemblant vendeurs, acheteurs, intermédiaires et ministres concernés, à ceci près qu'il s'agit de bateaux de guerre, d'armement naval, de missiles, de torpilles, de radars.

À ce petit et sinistre jeu, la France est assez bien placée, réussissant à accaparer cinq des quarante milliards de dollars annuels que représente le marché

mondial des bâtiments militaires neufs. Un des industriels concernés en donne benoîtement la raison : la France arme une puissante marine de guerre et, surtout, elle l'utilise. Les acheteurs sont donc rassurés sur les capacités réelles du matériel made in France. Les populations bombardées par les avions ou les canons de la marine française en Irak ou en Libye apprécieront

Mais il faut aussi amortir les frais d'études, de recherche, de fabrication. Là

encore, la marine nationale répond présent ! Elle achète, bon an mal an, plus de la moitié du matériel produit, s'en sépare éventuellement si un client l'a demandé, le reprend s'il ne convient pas, est toujours prête à partir en manœuvres démonstratives, etc.

Le ministre Le Drian vient encore de mettre en route un programme de cinq frégates, livrées à partir de 2023, déjà au catalogue de vente à l'exportation et facturées plus de trois milliards d'euros,

Évasion fiscale : moins de contrôle

Le 21 octobre, au nom de la préservation de la vie privée, le Conseil constitutionnel a invalidé le registre public des trusts, instauré en juillet 2016 dans le cadre de la loi relative à la lutte contre la fraude fiscale.

Un trust est un dispositif fiscal permettant à un individu ou à une entreprise de transférer à un administrateur le contrôle de son patrimoine, afin qu'il le gère pour lui. Ce montage, comme d'autres, permet ainsi à bien des bourgeois, en gardant secrète leur identité, de dissimuler tout ou partie de leur fortune. Selon le ministère des Finances, il en existerait 16 000 enregistrés auprès de l'administration fiscale française.

Au printemps dernier, suite au scandale des Panama Papers, qui avait mis au jour un vaste réseau de

fraude fiscale dans tous les pays européens, le gouvernement français avait relancé la création d'un registre public de ces trusts, comportant la publication sur Internet de la liste de leurs propriétaires ou bénéficiaires.

Même cette mesure de transparence, très limitée, aura fait long feu. Accessible au public en juin dernier, le registre avait été suspendu deux semaines plus tard par le Conseil d'État, saisi par une ressortissante américaine craignant pour sa vie privée. Le Conseil constitutionnel vient donc de lui donner raison.

Les bourgeois qui craignaient d'être un peu dérangés dans leurs opérations d'optimisation fiscale peuvent être rassurés et continuer tranquillement.

Jacques Le Gall

RSA : la chasse aux pauvres

Le conseil départemental de la Seine-Maritime, en collaboration avec Pôle emploi et la Caisse d'allocations familiales, vient de lancer une vaste opération de contrôle des bénéficiaires du RSA, le revenu de solidarité active. L'administration reproche à 45 % d'entre eux de ne pas respecter l'obligation de démarche d'insertion. Devant les perspectives d'emploi inexistantes, on comprend que des personnes au RSA se lassent d'être trimbalées de formations bidon en stages sans débouché.

Sur les 221 millions d'euros consacrés au RSA dans le département, 2,275 millions seraient versés à de prétendus fraudeurs. Cela représente à peine plus de 1 %, mais qu'importe, on va croiser les fichiers de Pôle

emploi, de la CAF et des impôts, pour débusquer le menu fretin.

Même démarche effectuée par le conseil départemental du Maine-et-Loire, dirigé par la droite. La fraude au RSA coûterait paraît-il sept millions par an. Il s'appuie sur le fait que, sur les 20 500 personnes percevant le RSA dans le département, 2 500 ne sont pas inscrites à Pôle emploi. Celles qui ne régularisent pas leur situation verront leur RSA baisser au bout de deux mois, et même de 50 % au bout de quatre mois.

On doute que le même zèle soit déployé pour débusquer les 30 % de personnes qui pourraient bénéficier du RSA et n'en ont, pour des raisons diverses, pas fait la demande.

Correspondants LO

estimation actuelle, au Trésor public. Un bijou technologique, selon lui, et surtout un beau cadeau de départ

du gouvernement socialiste à des marchands de canons qu'il a déjà si bien servis.

Paul Galois



Mitrailleuse au salon Euronaval.

Calais : le démantèlement de la Jungle ne résoudra rien

Quand le gouvernement a annoncé sa décision d'un démantèlement imminent du bidonville de Calais, les associations d'aide aux migrants ont fait appel en référé au tribunal de Lille pour suspendre ce projet. Mais le tribunal a donné raison au gouvernement, alors que la destruction du bidonville ne résoudra évidemment pas la question des migrants, mais conduira inévitablement à la reconstitution de bidonvilles encore plus précaires.

Le président de l'Auberge des migrants, Christian Salomé, l'affirme : « Il y aura une chasse à l'homme, c'est évident. On sait qu'il y a environ 1 000 places qui ont été libérées en centre de rétention partout en France. Les gens vont être emmenés dans ces centres un peu partout, gardés 48 heures puis libérés. Et ensuite ? Ils vont revenir ici, c'est tout. Et on reviendra simplement à ce qu'on a connu il y a cinq, dix ou vingt ans. C'est-à-dire des gens qu'on retrouve sous les ponts, dans les jardins. »

Effectivement, le gouvernement cherche seulement à faire disparaître les migrants jusqu'aux élections, en les dispersant sur le territoire quand ils l'acceptent, et sinon en les obligeant à l'avenir à se cacher, à se terrer dans le froid, la pluie, et le dénuement le plus complet, dans d'autres abris de

fortune encore plus sordides.

L'opération de démantèlement, c'est non seulement la destruction des cabanes et des tentes, mais c'est aussi la fermeture des structures que l'État avait fini par mettre en place, sous la pression des associations et de la partie de l'opinion publique qui trouve ignoble qu'on laisse des êtres humains dans des conditions aussi indignes. Ce sera le cas du centre Jules-Ferry donnant accès à certains services comme les repas, les douches, l'électricité, la permanence médicale ou les informations juridiques, et du camp semi-fermé, composé de containers, servant d'hébergement et de vie sociale, ouvert il n'y a même pas un an.

Désormais, il est donc interdit aux migrants de rester à Calais. Plus de 2 000 d'entre eux ont déjà fui en octobre

pour éviter leur expulsion du camp. Les 8 000 restants sont censés être évacués sur une durée de trois jours à une semaine, pour être acheminés vers des CAO (Centres d'accueil et d'orientation), 480 bâtiments vides ayant été répertoriés dans tout le pays à cet effet par l'État, pour s'ajouter aux centres déjà existants.

L'opération supervisée par la préfète du Pas-de-Calais, Fabienne Buccio, a commencé lundi 24 octobre au matin. Outre la mobilisation de 1 250 policiers et gendarmes, en plus des 2 100 agents déjà présents, toute une logistique a été mise en place : pour démolir et disperser, l'État n'a aucun mal à trouver les moyens. Les migrants « volontaires », convaincus de quitter Calais, se présentent dans un hangar de la zone industrielle voisine du camp où ils sont triés, répartis en quatre files : les hommes seuls majeurs, les familles, les personnes dites vulnérables (femmes ou malades), et les mineurs isolés. Puis ils doivent choisir une des deux régions proposées, attendent ensuite dans des tentes de 50 places, avant d'être

embarqués dans des bus qui les acheminent jusqu'à leur destination. Le lundi 24 octobre au soir, 2 318 migrants avaient quitté Calais.

Le mensonge éhonté du gouvernement, ressassé à longueur de discours par les politiciens du PS, est que ce démantèlement vise à « offrir aux migrants une mise à l'abri digne et adaptée, un moment de répit pour réfléchir à la suite de leur parcours migratoire », où ils pourront formuler une demande d'asile. En réalité, comme cela s'est produit lors des précédentes évacuations, ils vont se retrouver isolés dans la campagne, avec des démarches encore plus difficiles à faire pour leurs papiers. Et puis, preuve que le gouvernement se moque totalement du droit d'asile, une partie des habitants de la « jungle » sont déjà demandeurs d'asile en France, et d'autres ont déjà le statut de réfugié mais, s'ils habitaient là, c'est faute de savoir où aller.

Une partie des migrants, épuisés par les conditions de vie et par le blocage quasi total de la frontière, acceptent de partir vers les CAO, où ils espèrent connaître un moment de

répit. Mais, pour ceux qui partent comme pour ceux qui resteront, la politique de Hollande envers les migrants est bien la même que celle de Sarkozy quand il a fait fermer Sangatte, tout juste enrobée de discours humanitaires.

Le gouvernement voudrait sans doute faire du démantèlement une démonstration de ses préoccupations humanitaires, quitte dans un second temps à employer les méthodes utilisées lors de la destruction de la zone sud du bidonville il y a six mois : des violences policières dont la brutalité est encore dans les mémoires. C'est probablement pourquoi il n'avait pas délivré d'accréditations à des observateurs qui pouvaient lui sembler trop critiques, comme Emmaüs France, Human Rights Watch ou Avocats sans frontières.

Mais voilà, aujourd'hui, des centaines de journalistes de France et du monde entier sont présents. Tous ne sont pas aux ordres, et l'opinion publique pourra être avertie de la réalité de cette opération gouvernementale.

Correspondant LO

Vallée de la Roya : l'aide aux migrants interdite

Cédric Herrou, militant de l'association Roya citoyenne qui organise la solidarité avec les migrants venus d'Italie, a été interpellé jeudi 20 octobre avec trois de ses camarades lors de l'évacuation par la police du camp de migrants de Saint-Dalmas-de-Tende.

Placé en garde à vue, le militant a été libéré deux jours plus tard sous contrôle judiciaire. Son procès doit avoir lieu le 23 novembre et il risque jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

Depuis que la frontière avec l'Italie a été fermée par la France, en juin 2015, les migrants s'entassent dans la ville côtière de Vintimille. Certains tentent leur chance par la route de la côte, où les attend la police française. D'autres essaient de passer par les Alpes. C'est là que des habitants de la vallée de la Roya se sont organisés pour les accueillir. L'association Roya citoyenne avait investi le lundi précédent une colonie de vacances de la SNCF désaffectée pour y loger des migrants. La police les a évacués trois jours plus tard,

plaçant les mineurs isolés dans des centres d'hébergement du département et renvoyant les adultes en Italie.

Vintimille est devenue un cul de sac pour les migrants qui tentent de gagner le nord de l'Europe, et notamment l'Angleterre, mais c'est dans toute l'Italie que ceux-ci survivent comme ils peuvent. Depuis le début de l'année, plus de 100 000 personnes, dont de nombreux mineurs isolés, ont affronté le périlleux voyage des côtes libyennes jusqu'à l'île de Lampedusa. Ceux qui n'ont pas péri en mer tentent alors de remonter vers les frontières française, suisse ou autrichienne. Les camps de fortune se sont multipliés dans les villes italiennes, souvent près des gares routières et ferroviaires. Les



Migrants passant la frontière dans la vallée de la Roya.

migrants, venus surtout du continent africain, y sont installés à même les trottoirs, dans des campements sans eau courante ni électricité. Ils reçoivent l'assistance d'une partie de la population et des associations, qui les aident à bénéficier d'un minimum de soins médicaux, leur fournissent des vêtements et parfois des tentes pour les enfants. Beaucoup vivent de petits travaux qu'ils trouvent çà et là, à moins

qu'ils ne soient exploités par des patrons mafieux pour des salaires de misère.

Face à ce désastre humanitaire, les dirigeants des pays vers lesquels se dirigent les migrants, comme la France, ont pour seule politique de fermer hermétiquement toutes les issues. Alors que le programme d'urgence adopté par l'Union européenne en septembre 2015 prévoyait de relocaliser 160 000 personnes arrivées en Italie

et en Grèce, à la mi-juillet 2016 cela n'avait été réalisé que pour 843 migrants à peine depuis l'Italie et 2 213 depuis la Grèce. La France, pour sa part, n'en avait accueilli que 1 330, sur les 30 700 auxquels s'était engagé le gouvernement, et parmi eux à peine 231 étaient venus d'Italie. Et ces dirigeants osent encore traiter en délinquants ceux qui ont la générosité d'aider les migrants.

Daniel Mescla

Migrants : la solidarité plus forte que la haine

Malgré la propagande haineuse de politiciens voulant faire croire que l'ensemble de la population serait hostile aux réfugiés, à cause des dangers imaginaires qu'ils feraient courir aux habitants des villes les accueillant, la réalité est heureusement fort différente.

Dans nombre d'endroits, la droite ou l'extrême droite se sont trouvées ultraminoritaires face aux contre-manifestations de gens appelant à accueillir les migrants. Et les propositions d'aide bénévole, pour faciliter l'intégration de ceux qui ont tout perdu, affluent dans les mairies. Les exemples cités ci-dessous sont loin d'être isolés et ils montrent que, pour la population, la solidarité n'est pas un vain mot.

Côtes-d'Armor : le Front national désavoué

Vendredi 14 octobre, en présence de leurs élus régionaux, une soixantaine de militants du Front national opposés à l'accueil de migrants dans les petites communes de Trébeurden et Trégastel ont voulu « dénoncer la préférence étrangère » et « l'implantation

forcée dans nos villages de Bretagne ».

Devant la mairie de Trébeurden, ils se sont trouvés face à plus de 500 personnes qui tenaient, elles, à marquer leur solidarité avec les réfugiés attendus dans leurs communes, et à « les accueillir à bras ouverts ». Une centaine de bénévoles prêts à donner de leur temps pour leur venir en aide se sont fait connaître sur les deux villes.

Lundi 24 octobre au soir, quand 29 jeunes migrants expulsés de Calais sont descendus du car, ils ont été chaleureusement accueillis par le maire de Trébeurden et des bénévoles. Un pot de bienvenue et un repas ont été organisés, tous les réfugiés ont reçu un lot de vêtements neufs avant d'être dirigés dans un centre de la CCAS (Caisse centrale d'activité sociale) où ils ont été logés dans des chambres individuelles.

Chomérac : des traditions d'accueil

Samedi 22 octobre à Chomérac, en Ardèche, le Front national, s'appuyant sur une déclaration du maire de droite qui avait affiché publiquement son hostilité à l'accueil des migrants, avait rassemblé 80 personnes.

Mais, non loin de là, une contre-manifestation a rassemblé bien plus de monde. Près de 300 personnes ont tenu à afficher leur soutien aux migrants, certains rappelant les traditions d'accueil des réfugiés dans la région. Les intervenants ont rappelé l'exploitation politicienne de la part du FN et de la droite, mais aussi du PS, Hollande en tête, qui a réclamé la limitation du nombre de migrants accueillis en France à quelques milliers à peine. Quand la représentante du PS a osé vanter la politique du gouvernement, sa provocation a été huée copieusement.

La région Auvergne-Rhône-Alpes est riche, plus de 7,7 millions de personnes



Manifestation à Trébeurden.

y vivent, mais elle accueillerait moins de 800 personnes venant de Calais. C'est un nombre ridicule. « Les migrants sont nos frères de classe, ils doivent être libres de s'installer et de circuler », a affirmé un intervenant au nom de Lutte ouvrière. Ce ne serait que justice.

Chamonix : hospitalité montagnarde

À Chamonix, le FN est tombé sur un os. Venus protester samedi 22 octobre contre la décision de la mairie, pourtant de droite, qui met deux appartements

à disposition d'éventuels migrants, une quinzaine de militants frontistes se sont trouvés face à 300 Chamoniards favorables à leur accueil. Ils ont dû rapidement déguerpir.

Au-delà de l'agitation démagogique du FN, la Haute-Savoie a bien de quoi loger 150 personnes arrivant de Calais, et davantage si besoin. Ce ne sont pas les lits froids (comme on appelle ces résidences secondaires ou tertiaires inoccupées dix mois sur douze) qui manquent dans les stations de sports d'hiver.

Correspondant LO

Montreuil : les familles roms laissées sur le trottoir

De nombreux campements roms sont démantelés ou en voie de l'être en Île-de-France, sans solution de relogement. C'est le cas à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, où, depuis le démantèlement de leur abri le 28 juillet dernier, les 13 familles roms expulsées continuent de dormir sur le trottoir de la place de la mairie.

La tentative première des autorités, mairie et préfecture de concert, avait été d'essayer de décourager les expulsés de rester sur la ville en y organisant, durant plusieurs semaines, un harcèlement policier. Cette tentative, vaine, avait au contraire eu pour effet de faire grossir le collectif de soutien formé de personnes choquées par la situation.

Mi-septembre, la préfecture a fini par proposer sa solution de relogement aux familles : des hébergements d'urgence, c'est-à-dire des hôtels, via le 115. Cette solution précaire, avec des hôtels souvent très éloignés de Montreuil, signifiait la dispersion et la rupture de la solidarité collective qui permettait aux Roms de survivre. De fait, toutes les

familles ont fini par désertter les hôtels.

Préfecture et mairie ont joué les offusquées, se scandalisant de l'échec du relogement qu'elles avaient pourtant probablement anticipé puisque la préfecture avait constaté, dans une étude préalable, que « la majorité des personnes (roms) n'acceptent pas ces propositions d'hébergement d'urgence ou, si elles les acceptent, quittent les hôtels ou structures d'hébergement rapidement ». Cet échec prévu d'avance permet surtout à la mairie et à la préfecture de se déclarer impuissantes devant la mauvaise volonté des familles.

Le 11 octobre, la police a distribué des OQTF (obligations de quitter le territoire français) à plusieurs familles. C'est l'étape suivante, classique, pour

décourager les familles et les amener à rentrer en Roumanie. Mais, autour d'elles, la solidarité reste active.

Correspondant LO

Île-de-France : démantèlement de camps roms programmé

Outre ce qui s'est passé à Montreuil, 600 Roms ont été expulsés le 21 octobre d'un site à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis également. Des avis OQTF y ont déjà été distribués, et aucune solution de relogement stable n'a été proposée.

Il y a un an, le préfet de région, Carencu, avait fait produire un rapport sur le démantèlement

des campements illicites (roms). Ce rapport disait clairement la nécessité d'assurer des transitions de plusieurs années permettant de conduire à l'insertion. Romeurope, qui fédère de très nombreuses associations roms, vient d'écrire un courrier au préfet de région et à Emmanuelle Cosse, la ministre du Logement, dénonçant l'absence totale

d'application de ces préconisations, et signalant l'impossibilité d'un réel travail d'insertion sans au préalable une situation stable de logement.

La population rom de l'Île-de-France est manifestement considérée comme indésirable sur ce territoire. Elle subit une véritable politique discriminatoire, et c'est inacceptable.

Correspondant LO

Paris 16^e : le centre pour SDF incendié

Dans la nuit du 16 au 17 octobre, le futur centre d'hébergement pour sans-abri installé en lisière du bois de Boulogne, dans le 16^e arrondissement de Paris, a fait l'objet d'une tentative d'incendie. Son ouverture reste cependant prévue pour la mi-novembre.

Dès que la mairie de Paris a annoncé l'ouverture de locaux en préfabriqué pouvant accueillir jusqu'à 200 personnes, une partie des habitants de ce quartier très bourgeois n'a cessé de manifester son opposition. Il n'y a pourtant que huit places d'hébergement pour les SDF dans le 16^e, contre environ 500 pour chacun des arrondissements des quartiers populaires de l'est parisien.

Déjà, en mars dernier, faisant bloc derrière le

mairie Les Républicains de l'arrondissement, des habitants avaient dénoncé au cours d'une réunion ce qu'ils considéraient comme une intrusion intolérable de pauvres devant leur porte.

À l'automne 2015, le cirque Romanes, obligé de déménager dans le 16^e arrondissement à cause de travaux sur son ancien emplacement, avait lui aussi été victime à plusieurs reprises de vandalisme et de tentatives d'incendie, sans compter les tombereaux d'injures et de calomnies déversés sur ses fondateurs parce qu'ils sont tsiganes.

Comme quoi, les ghettos des riches connaissent eux aussi la violence, et elle vise les plus pauvres ainsi que ceux qui ne font pas partie de leur monde.

Marianne Lamiral

Espagne : le PSOE remet le gouvernement à Rajoy

En Espagne, le long feuilleton politique qui devait déboucher après les élections générales de juin 2016 sur la constitution d'un nouveau gouvernement a finalement trouvé un dénouement.

Mariano Rajoy, le président du gouvernement précédent et leader du parti de droite, le Parti populaire (PP), restera en place, même s'il n'est pas élu par une majorité de députés. En effet la Constitution espagnole permet que, dans ce cas, une seconde consultation soit organisée au sein du Parlement et il suffit alors que les votes contre ne deviennent pas majoritaires. Reste que le roi doit donner son aval au chef du gouvernement issu de toutes ces manœuvres. Mais son accord est acquis.

Si tout cela avait échoué, de nouvelles élections auraient dû avoir lieu d'ici Noël. Les dirigeants du Parti socialiste, le PSOE, voulaient éviter une élection de plus, vu leurs reculs électoraux successifs depuis deux ans. Nos camarades de Voz obrera commentent en ces termes la situation actuelle dans leur éditorial des bulletins

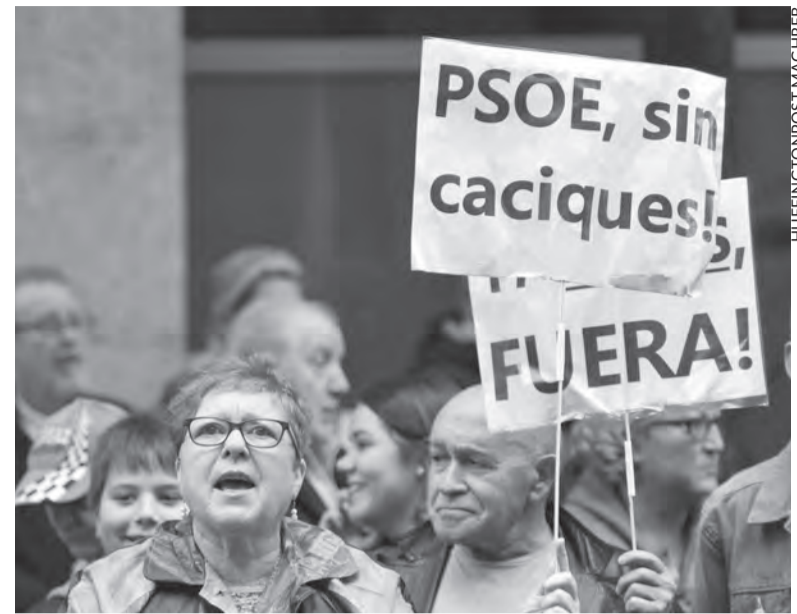
d'entreprise du 24 octobre :

Dimanche 23 octobre, le comité fédéral du PSOE a approuvé l'abstention lors du second vote concernant l'élection de Rajoy. Cela signifie que, de façon indirecte, ce parti va permettre que se constitue un gouvernement corrompu qui projette de réduire les services publics, les retraites, les salaires, en même temps qu'il augmentera la précarité, les licenciements et tout ce qui permet aux grandes entreprises et aux banques de maintenir leurs bénéfices.

Il est déjà prévu une coupe de cinq milliards dans les budgets et Rajoy a annoncé à Bruxelles que la caisse de réserve a déjà été dépensée, ce qui signifie qu'en 2017, la prime exceptionnelle de Noël ne sera pas payée. Ce n'est pas une simple menace : les mesures d'austérité sont dans les tiroirs. Ils veulent

aussi baisser les pensions de retraite en prétextant qu'avec les emplois précaires et le niveau des salaires des jeunes, il est impossible de financer le système actuel.

Ceux des socialistes qui sont favorables à l'abstention, de Susana Diaz, qui préside le Parlement d'Andalousie, à Felipe Gonzalez, élu président du gouvernement socialiste en 1982, en passant par d'autres figures marquantes du PSOE, savent quelle politique mèneront Rajoy et les siens. Mais ils visent à gagner du temps d'ici les prochaines élections. De plus, comme leurs rivaux du PP, ils veulent défendre les intérêts des possédants, maintenir en place le système capitaliste et l'exploitation du monde ouvrier. Ils sont vendus depuis longtemps aux intérêts du grand capital et se sont toujours soumis aux exigences des conseils d'administration et des banquiers. Le « S » et le « O » de PSOE (pour Parti socialiste



Manifestation contre la politique du PSOE

ouvrier espagnol) sont des références qu'ils ont abandonnées depuis de nombreuses années.

Mais la réalité est têtue. Il n'y a pas de solution dans ce système capitaliste en crise, une crise que nous payons, nous les travailleurs, parce que le capital se nourrit des bénéfices réalisés sur notre dos, (...) bénéfices indispensables pour faire survivre leur société. Une société où le

cirque parlementaire ne fait que contribuer à tromper les travailleurs.

Dans les mois à venir, le monde du travail n'aura pas d'autre solution que de se mobiliser. C'est la perspective qu'ouvrent devant nous le gouvernement et le capitalisme : lutter jusqu'à mettre un coup d'arrêt aux attaques du gouvernement et du patronat.

Voz obrera

Colombie : un processus de paix fragile

En accordant le prix Nobel de la paix au président de la Colombie, Juan Manuel Santos, les membres du jury Nobel, ou ceux qui les ont inspirés, ont incité à la poursuite des accords de paix entre l'État colombien et la guérilla des Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie). Cela compense pour une part les effets du référendum qui, contre toute attente, s'était soldé par la victoire du « non », plaçant les signataires de l'accord dans une position difficile.

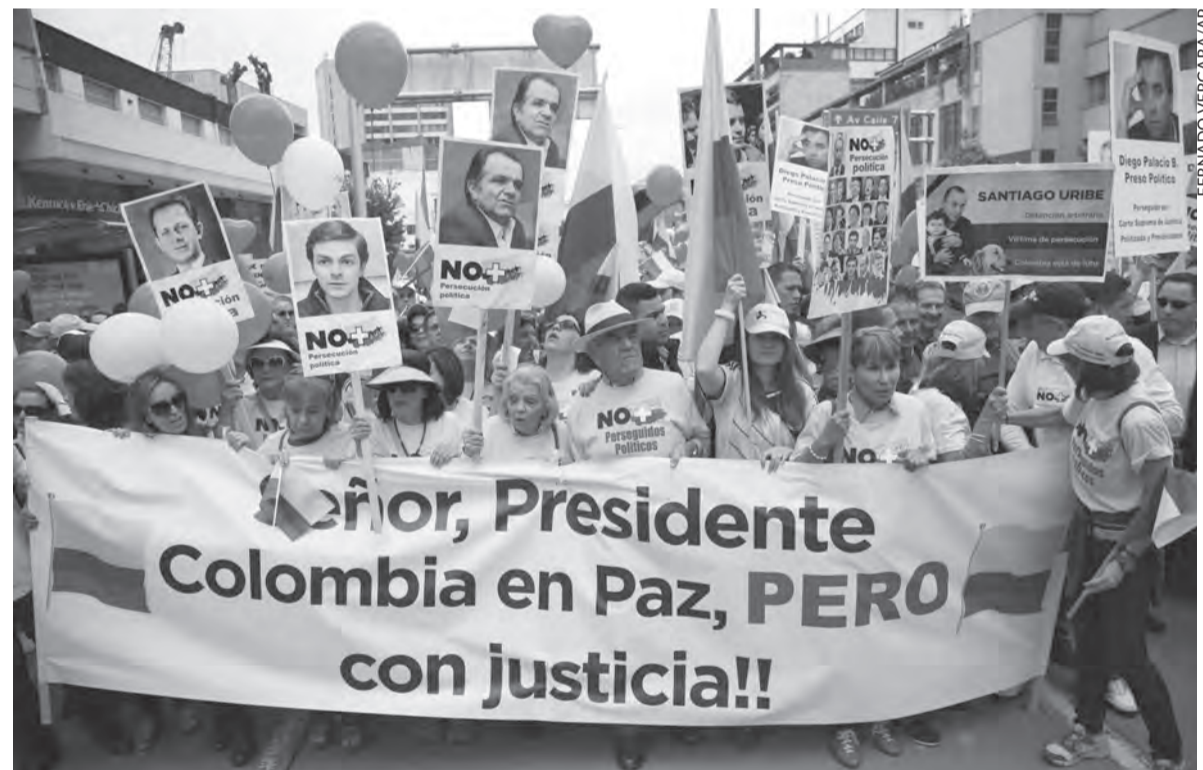
Le référendum du 2 octobre était censé couronner l'accord signé avec les Farc le 26 septembre. La victoire du « non » a fait l'effet d'une douche froide. Certes, l'abstention était massive, près de 63 %, et la différence entre les deux camps n'était que de 52 000 voix. Des régions touchées par des inondations n'avaient pas voté et des élus favorables à l'accord n'avaient pas mobilisé leurs électeurs, comme ils le font quand leur poste est en jeu.

C'est dans les régions les plus directement touchées par la guerre civile, des régions plutôt rurales, que la population a voté « oui ». Car, si le bilan de 52 années d'affrontements est de 260 000 morts et 8 millions de personnes déplacées, c'est d'abord parce qu'à l'origine il y avait la politique d'accaparement des terres par les grands propriétaires, avec l'appui de groupes paramilitaires qui chassaient les paysans. En revanche, dans les régions urbaines, à l'exception de la capitale Bogota,

le « non » l'a emporté, comme à Medellin, le fief de l'ex-président Uribe qui a tout fait pour discréditer l'accord.

Bien que Santos ait été dans le passé un ministre de Uribe et que tous deux soient des hommes de la bourgeoisie, ils sont opposés sur la question de la paix avec les Farc. Uribe y est depuis toujours violemment opposé. Pour l'un comme pour l'autre, la suite de leur carrière politique se joue sur cette question. Pendant la campagne du référendum, les clips du clan Uribe ont dénoncé en boucle l'impunité des Farc, les avantages dont ils allaient bénéficier en réintégrant la vie civile et bien sûr la menace castro-chaviste qu'ils représenteraient.

L'opération a réussi du côté des partisans d'Uribe. Depuis toujours, notamment pendant ses deux mandats présidentiels, il a rabâché que les seuls responsables des affrontements armés étaient les Farc, alors que la grande majorité des victimes sont



Manifestation des partisans d'Uribe contre la paix avec les Farc.

le fait des paramilitaires et de l'armée. Depuis toujours, des paramilitaires assurent les basses œuvres des grands propriétaires et des multinationales. Et, même s'ils ont été démobilisés, ils continuent de sévir. Rien que cette année, trente syndicalistes ont été assassinés.

L'échec du « oui » découle aussi de l'écœurement d'une partie des électeurs à cause des promesses non tenues des gouvernements successifs et des multiples preuves de collusion entre politiciens et narcotrafiquants. Les classes populaires doivent

survivre avec un salaire minimum qui ne couvre que la moitié des besoins et les deux tiers des salariés du bâtiment, des hôtels-restaurants, du commerce ou des télécommunications ne travaillent qu'au noir.

Le prix Nobel, obtenu contre toute attente, a relancé le clan Santos. Uribe a même dû, certainement à regret, l'en féliciter. Santos est donc reparti en quête de concessions qu'il devra faire pour calmer le clan Uribe. Il veut aussi convaincre l'autre guérilla, celle plus modeste de l'ELN (Armée

de libération nationale), de déposer les armes.

On ne peut savoir aujourd'hui ce que deviendra l'accord de paix. Mais, même s'il allait à son terme, il ne mettrait pas fin à la rapacité des classes possédantes, qui n'ont jamais été regardantes sur les moyens pour imposer leurs exigences ; une rapacité qui est d'ailleurs à l'origine des dizaines d'années d'affrontements armés qui ont marqué la Colombie, bien avant même que ne naissent les Farc.

Jacques Fontenoy

Cameroun : grave accident ferroviaire chez Bolloré

Vendredi 21 octobre, un train surchargé a déraillé au Cameroun, entre les deux principales villes du pays, la capitale Yaoundé et Douala, faisant au moins 79 morts et 551 blessés, selon l'état actuel des recherches sur place.

Juste avant, la route reliant ces deux villes avait été coupée, à la suite d'un effondrement de la chaussée. Pour faire face à un soudain afflux de voyageurs, la compagnie ferroviaire Camrail a alors décidé d'ajouter des voitures supplémentaires au train habituel. Il y avait donc huit voitures en plus des neuf déjà en place et le total des passagers a sans doute atteint 1 200 ou 1 300.

Est-ce la masse des voitures en supplément qui a entraîné le déraillement ? Peut-être, mais ce n'est pas sûr. Des voyageurs ont fait état d'une vitesse qui leur a paru excessive. D'autres ont émis l'hypothèse de freins défectueux sur certains wagons. À la suite du déraillement, les quatre dernières voitures se sont empilées dans un ravin et des

cadavres y gisent peut-être encore.

Peu de temps après l'accident, le ministre des Transports, manifestement mal informé et cherchant à couvrir les autorités, a déclaré à la télévision qu'il voulait « *apporter un démenti catégorique à une information malveillante qui fait état d'un déraillement* ». Aujourd'hui, beaucoup de Camerounais réclament sa démission.

Mais la responsabilité essentielle appartient à la Camrail. Cette société a succédé à la Régie nationale des chemins de fer du Cameroun, lorsque cette dernière a été privatisée en 1999. Le groupe Bolloré y est largement majoritaire, avec 77,4 % du capital. Ce même Bolloré possède les installations d'un grand nombre de ports de l'Afrique de l'Ouest,

dont le terminal pour conteneurs à Douala, ainsi que divers chemins de fer.

Bien que sa publicité prétende que « *Bolloré railways place la sécurité avant tout* », en réalité, la ligne camerounaise n'était pas particulièrement soignée. Construite à voie étroite, du temps de la colonisation – un mètre entre les rails, alors que l'écartement international est de 1,43 mètre – elle nécessite des locomotives anciennes adaptées à cet écartement. L'ensemble est donc un matériel ancien, vieillissant, inadapté et faisant courir des risques.

Bolloré, patron de presse et de télévision, qui en ce moment fait face à une grève à i-Télé, et qui possède le journal gratuit *Direct Matin*, voudrait que cela ne se sache pas. Dans une dépêche de l'AFP faisant état de la catastrophe ferroviaire du Cameroun et signalant que la Camrail appartenait à Bolloré, cette précision a disparu du journal imprimé.

André Victor



VIA TV-AP

Haïti : l'ONU et le choléra

L'ouragan Matthew, en dévastant une partie d'Haïti, fait peser la menace d'une extension catastrophique de l'épidémie de choléra qui sévit dans le pays depuis 2010 et a déjà fait officiellement 9 300 morts, nombre que Médecins sans frontières considère comme largement sous-estimé.

Cette épidémie de choléra, dans un pays où la maladie n'existait plus depuis un siècle et demi, a été introduite en 2010 par un bataillon de casques bleus népalais de la Minustah, la mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti. Mais l'ONU a nié l'évidence pendant des années et ce n'est qu'en août

dernier qu'elle a accepté de faire allusion, de façon très alambiquée, à « *sa propre implication dans le foyer initial* ». Contre l'épidémie, l'ONU disait alors qu'il était « *nécessaire de faire beaucoup plus* » pour « *stopper cette maladie de toute urgence* » !

Les responsables de l'ONU veulent trouver 200 millions

de dollars pour ce faire et 200 millions de dollars comme aide matérielle, et pas comme indemnités aux victimes. Le secrétaire général de l'ONU veut soumettre un plan d'aide à l'assemblée générale, avant la fin de son mandat qui expire le 31 décembre. Comme quoi l'urgence peut attendre, d'autant que, malgré l'insuffisance des sommes envisagées, le financement en question est encore loin d'être assuré !

Selon le conseiller spécial de l'ONU chargé de récupérer les fonds et de négocier

Traité UE-Canada : l'ennemi, c'est le capitalisme

Les représentants de l'Union européenne et de ses gouvernements se sont indignés du report de la signature de l'accord économique et commercial global avec le Canada, le Ceta, dont la négociation a commencé en 2009. En effet ce traité commercial devait être approuvé par tous les États membres de l'Union européenne, mais un des cinq États fédéraux de la Belgique, la Wallonie, y a opposé son veto.

Qu'une assemblée d'élus d'un État qui réunit 0,5 % de la population européenne puisse être la cause de cet échec les scandalise, mais ils trouvent tout à fait normal que ce traité ait été négocié secrètement et qu'il n'ait jamais été question de demander l'avis des populations. La signature d'un traité exige la ratification des Parlements, expressions pourtant bien déformées de l'opinion, mais les dirigeants européens ne veulent pas que ces derniers deviennent des grains de sable dans la mécanique bien huilée de leurs institutions.

Le Ceta, présenté comme un accord favorable à tous, répond évidemment d'abord aux problèmes des groupes capitalistes. Pour eux, les frontières européennes et a fortiori nationales sont devenues bien trop étroites depuis longtemps, que ce soit pour placer leur capitaux et leurs marchandises ou pour s'approvisionner en matières premières.

Dans cette période de crise, de tels traités suscitent la méfiance d'une partie de la population, dans tous les pays européens et, dans ce cas, aussi au Canada. Ouvriers, agriculteurs, éleveurs craignent d'autant plus la concurrence venue d'autres pays que les gouvernants ne savent que leur dire que c'est à eux de s'adapter,

quitte à fermer boutique ou à se retrouver au chômage. Cette méfiance est plus que compréhensible et il n'y a pas à prendre pour argent comptant les assurances des gouvernements et experts en tout genre qui viennent dire qu'il y a tout à gagner à ce traité.

Mais le vrai problème n'est pas le Ceta. Ce n'est pas non plus la libre concurrence en soi, mais le pouvoir des grands groupes capitalistes sur l'économie.

En France, des organisations comme le PCF ou le parti de Mélenchon, qui prétendent représenter le monde du travail, prennent comme cheval de bataille la lutte contre le Ceta, comme cela avait été le cas du Tafta, l'accord du même type discuté avec les États-Unis. Comme si tout le problème venait des États-Unis ou du Canada, en dédouanant du même coup les capitalistes européens. C'est encourager le nationalisme, handicap pour les luttes futures contre l'exploitation capitaliste et ce système économique.

À l'inverse des promoteurs de ces traités comme de ses opposants, les travailleurs ont à combattre ce système sans se focaliser sur des traités qui ne sont que des reflets des rapports de force entre les groupes capitalistes.

Inès Rabah

avec le gouvernement haïtien, « *obtenir des contributions volontaires est difficile. Il est hautement improbable que nous soyons capables de réunir 200 millions de cette façon.* » Quant à demander aux États membres une rallonge budgétaire, « *ce n'est pas évident* »... bien qu'il s'agisse, selon le vice-secrétaire général des Nations unies, « *d'une responsabilité morale collective de l'ensemble de l'Organisation* ».

Par contre, il n'y a eu ni retard ni problème financier pour que cette caverne

de brigands qu'est l'ONU décide de prolonger de six mois, jusqu'au 15 avril 2017, le mandat de la Minustah. Selon le Conseil de sécurité qui a pris cette décision, « *l'une de ses tâches les plus cruciales* » n'est nullement la lutte contre la pauvreté, les épidémies ou les conséquences des ouragans et tremblements de terre, c'est « *le renforcement des capacités de la police nationale* ». Ainsi, elle pourra agir contre tout mouvement de révolte de la population !

Dominique Chablis

États-Unis : des candidats se réclamant de la classe ouvrière

L'élection présidentielle américaine est outrageusement dominée par les deux grands partis. Cependant d'autres candidats se présentent, qui se réclament clairement de la classe ouvrière.

Certes, ils s'agit de groupes qui ne peuvent se présenter dans tous les États, mais dans quelques-uns d'entre eux – une particularité du système fédéral américain, où chaque État a sa propre législation électorale. Ainsi, Alyson Kennedy et Osborne Hart, du Socialist Workers Party (Parti socialiste des travailleurs) sont candidats à la présidence et la vice-présidence dans sept États (Utah, Louisiana, Colorado, Minnesota, Tennessee, Washington et New Jersey). Monica Moorehead et Lamon Lilly, du groupe Workers World (Monde ouvrier), sont en lice pour la présidence et la vice-présidence dans trois États (New Jersey, Utah et Wisconsin). Dans d'autres États, comme le Michigan, Moorehead et Lilly ont recueilli suffisamment de signatures pour qu'on puisse voter pour eux, sans cependant qu'ils figurent sur le bulletin de vote.

« Ces candidats ne gagneront pas. Mais un vote pour eux peut envoyer le message à d'autres travailleurs qu'ils ne sont pas seuls, que beaucoup d'autres ressentent les choses comme eux et comprennent que, pour protéger leurs intérêts, les travailleurs doivent se rassembler pour combattre pour des politiques au service de la population laborieuse », constate le journal trotskyste américain *The Spark*.

Par ailleurs, dans le Michigan, un État industriel dont la plus grande ville est Detroit, capitale de l'automobile, trois militants se

présentent et font campagne pour un parti de la classe ouvrière. Gary Walkowicz, ouvrier de l'automobile, et Sam Johnson, retraité de l'automobile, sont candidats à la Chambre des représentants; et Mary Anne Hering, enseignante, se présente au Board of Education, en quelque sorte le ministère de l'Éducation du Michigan. Enfin, dans le Maryland, David Harding se présente aux élections municipales à Baltimore. Nous traduisons ci-dessous un article de *The Spark* à propos de leur campagne.

« Les travailleurs n'ont pas de parti qui parle pour eux. Lors des élections, le principal choix proposé aux travailleurs n'en est pas un. Les républicains sont les porte-parole déclarés des grandes banques et des grands industriels, tandis que les démocrates, qui tirent des syndicats une partie de leur argent, agissent aussi pour le grand capital. Le seul choix est entre un ennemi déclaré et un faux ami – tous deux défenseurs du système capitaliste, et qui mettent tous deux en œuvre l'exploitation.

La classe ouvrière a besoin de son propre parti, un parti basé sur la conviction que la « classe ouvrière et la classe capitaliste n'ont rien en commun », pour reprendre les mots des *Industrial Workers of the World* [IWW, Travailleurs industriels du monde, un syndicat révolutionnaire fondé en 1905]. Ce n'est pas un problème nouveau. Il manque à

la classe ouvrière son propre parti depuis près d'un siècle.

Mais il y a quelque chose de nouveau: les efforts pour présenter un parti de la classe ouvrière aux élections dans le Michigan. Déjà, en 2014, cinq candidats s'étaient présentés dans cet État, avec le slogan: « Pour un combat de la classe ouvrière, pour une politique de la classe ouvrière ». Une législation électorale restrictive les avait contraints à se présenter individuellement comme candidats « hors parti », et les grands médias les avaient ignorés. Mais en tant que liste ouvrière, ils avaient eu une certaine audience parmi les travailleurs.

Sur la base des résultats de 2014, les cinq candidats, en travaillant avec d'autres, ont constitué un comité d'organisation pour présenter un parti de la classe ouvrière aux élections cette année. Des dizaines de personnes sont allées à travers l'État pour recueillir des signatures [comme la loi les y oblige]. 50 000 personnes ont signé leur pétition, montrant que des gens sont d'accord:



De gauche à droite: Sam Johnson, Mary Anne Hering, et Gary Walkowicz.

la classe ouvrière a besoin de son propre parti.

Il est vrai qu'une élection n'a jamais changé la situation pour les travailleurs. Ce sont leurs luttes qui ont fait pencher la balance, à chaque fois. Et un parti ne peut se construire seulement parce que des noms figurent sur le bulletin de vote. Mais le fait que le Parti de la classe

ouvrière soit parvenu à être sur le bulletin est une sorte de victoire. (...)

Un vote pour ce Parti peut montrer que des milliers de gens en ont assez des démocrates et des républicains, des milliers qui sont convaincus que la classe ouvrière doit parler en son nom. »

The Spark

Pour en savoir plus : www.workingclassfight.com/party

Lisez la revue *Lutte de classe*

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 179 (novembre 2016)

- Trump et Clinton, deux styles au service de la bourgeoisie
- Le PCF à la recherche de l'introuvable candidat unique de la gauche
- Le « patriotisme économique », une démagogie qui sert la bourgeoisie
- Autriche: une extrême droite qui a des racines profondes dans le passé du pays
- Turquie: des confréries religieuses en lutte pour le butin
- Italie: syndicats confédéraux, syndicats « de base » et limites du syndicalisme
- L'économie des plateformes, nouvel avatar de l'exploitation capitaliste

À paraître jeudi 3 novembre – Prix: 2,50 euros

Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

Disponible à partir du dimanche 30 octobre sur le site <http://mensuel.lutte-ouvriere.org>

Ukraine : la misère avec ou sans visa

Le Parlement européen devrait bientôt accorder aux Ukrainiens le droit de se rendre à l'Ouest sans visa alors que, depuis une décennie, les ressortissants de l'Union européenne (UE) peuvent aller en Ukraine sans formalités spéciales. La fin d'une inégalité de traitement ? Peut-être, mais elle risque d'avoir un goût amer.

Un sondage, que des médias d'Ukraine viennent de publier, indique que 30 % des habitants de ce pays voudraient le quitter définitivement. Et 40 % voudraient aller travailler à l'étranger, faute de pouvoir « mener une vie décente » sur place. Seuls 28 % des sondés excluent d'émigrer. Ils étaient plus du double à

le faire début 2014, lors de la chute du régime honni de Ianoukovitch.

En 2015, malgré l'obligation de visa, plus de neuf millions d'Ukrainiens (sur une population totale de 45 millions !) avaient déjà franchi la frontière avec la Pologne. Plusieurs millions encore sont allés travailler dans un autre État membre

de l'UE ou en Russie. Ils n'arrivaient plus à vivre dans un pays où « les salaires moyens sont deux fois moins élevés qu'en Chine », selon un intervenant au Forum économique international de Kiev, début octobre.

Ce Forum a souligné que, malgré ces salaires de misère, les « investisseurs » étrangers ne se précipitent pas en Ukraine: ils y sont proportionnellement cinq fois moins nombreux qu'en Pologne, dix fois moins qu'en Estonie, deux pays voisins. À leurs réticences, ils donnent comme principale raison, avant la guerre

dans l'Est, la corruption effrénée de l'appareil d'État ukrainien.

Mais si les hommes d'affaires occidentaux préfèrent éviter cette bureaucratie mafieuse, les travailleurs ukrainiens ne peuvent échapper à sa rapacité. Pour ceux qui en ont les moyens, il reste possible de chercher à émigrer. Mais c'est pour venir partager le sort que les mêmes capitalistes réticents à les exploiter en Ukraine, ou leurs pareils, réservent, à l'ouest du continent, aux classes laborieuses de toutes origines.

Il y a trois ans, au début de la contestation du

régime du pro-russe Ianoukovitch, certains manifestants arboraient une casserole sur la tête, en protestation contre la corruption qui les empêchait de vivre. Depuis, un régime tout aussi pourri que le précédent s'est mis en place. Il y a peu, son président, le pro-occidental Porochenko, a affirmé que l'exemption de visa à venir résultait de ce qu'il avait tenu ses engagements à l'égard de l'Union européenne. Visiblement, remplir la marmite des classes populaires ne figurait pas parmi ses engagements.

Pierre Laffitte

1956 : de la révolte de Poznan à l'Octobre polonais

Dans plusieurs pays d'Europe centrale appartenant au bloc de l'Est, l'année 1956 a été marquée par de larges mouvements de masse contestant les démocraties populaires, ces régimes mis en place au début de la guerre froide dans la zone d'influence soviétique. Si de nombreux milieux, dont la jeunesse intellectuelle, y contribuèrent, le fer de lance en fut la classe ouvrière.

La Pologne était alors sous la férule du Parti ouvrier unifié de Pologne (POUP), qui se réclamait officiellement du communisme. Les élèves recevaient à l'école des cours de marxisme prônant l'égalité. L'économie était largement sous le contrôle de l'État. Mais le régime était sur le fond contre la classe ouvrière, visant à la discipliner et à l'exploiter féroce-ment. Les libertés étaient absentes, sans droit de grève, ni de réunion, ni de se syndiquer hors des organismes officiels, tandis que les nouveaux privilégiés vivaient dans le luxe.

Montée de la contestation

La mort de Staline, en 1953, ouvrit les vannes de la contestation, y compris dans les rangs du parti au pouvoir en Pologne. On réclamait la fin du culte de la personnalité, une voie nationale vers le socialisme, la liberté de s'exprimer librement, de voyager. La contestation montait dans plusieurs pays de l'Est. En 1953, des manifestations eurent lieu en Tchécoslovaquie, dont celle des travailleurs des anciennes usines Skoda à Plzen contre une réforme amputant leur salaire. En Allemagne, les ouvriers des chantiers de Berlin-Est se mirent en grève contre l'augmentation des normes de travail. La grève fut brisée par les chars russes.

Le rapport Khrouchtchev au 20^e congrès du PC d'URSS en 1956, largement répandu parmi les cadres du PC polonais, eut un écho important et fut interprété comme un encouragement à contester les petits Stalines locaux. Dans les rangs du PC polonais, beaucoup ne supportaient plus l'écart entre les discours officiels sur l'avènement du communisme et la réalité d'un pays où les travailleurs n'avaient aucun droit.

L'émeute ouvrière de Poznan

La contestation ouvrière commença à s'exprimer en juin 1956 dans le grand centre industriel de Poznan. Depuis l'année précédente, une certaine agitation s'était répandue parmi les 15 000 ouvriers des usines Zispo. La direction voulut imposer de nouvelles grilles de classification abaissant des salaires déjà amputés par des journées de chômage. Une délégation d'ouvriers élus partit à Varsovie le 23 juin rencontrer le ministre, qui s'engagea à relever les primes et à revoir les normes. Mais, quatre jours après, il revint en arrière sur tous ses engagements.

La grève éclata le soir même dans l'équipe de nuit et se généralisa à tout le personnel le lendemain. Le 28 juin, des groupes de travailleurs se répandirent dans les quartiers ouvriers, entraînant les salariés des autres usines. La manifestation, d'abord bon enfant, se renforça, s'enflant d'employés, d'étudiants. Ils furent bientôt 100 000 à réclamer du pain, la baisse des prix, des hausses de salaire, les policiers présents montrant leur approbation. Quand, en fin de matinée, une rumeur courut sur l'arrestation des délégués revenus de Varsovie, les manifestants en colère s'emparèrent de la prison, libérant les détenus et distribuant les armes. Le local de la direction du parti fut mis à sac ainsi que le siège de la Sécurité d'État. Les tirs de la police secrète ne firent que renforcer la détermination des manifestants, qui prirent le contrôle du palais de justice, des postes de la milice et de l'École militaire. En quelques heures, les insurgés prirent ainsi le pouvoir à Poznan, les quelques soldats sur place fraternisant avec la foule.

Le ministre de la Défense prit en main la

répression. Pour couper court à tout risque de contagion, il eut recours à des officiers russes encadrant des troupes venues de Silésie et épaulées d'unités spéciales, expliquant aux soldats que la ville était aux mains d'agents étrangers. Le 29 juin à l'aube, plus de 10 000 hommes pénétraient dans Poznan avec des véhicules blindés et des chars. Arrêtés en masse, les suspects étaient amenés à l'aéroport pour subir des interrogatoires musclés. Après quarante-huit heures, la répression avait fait 57 morts et au moins 500 blessés.

Les conseils ouvriers

Ainsi se mettait à nu le vrai visage du pouvoir. Mais, à l'opposé de ses espoirs, le mécontentement se répandit dans le pays comme une traînée de poudre. Dans de nombreuses usines naquirent des conseils ouvriers réclamant non seulement une amélioration de la situation matérielle, mais aussi l'éviction des parvenus et des gardes-chiourme détestés, et la mise en place d'un régime véritablement communiste. La révolte gagnait les rangs de la jeunesse, des militants de base du parti, contre un régime qui masquait la réalité de l'exploitation derrière des discours faussement égalitaires.

La contestation culmina en octobre. Face à la généralisation du mouvement, les dirigeants polonais choisirent d'orchestrer le retour au pouvoir de Gomulka, un homme issu du sérail. Au pouvoir jusqu'en 1948, emprisonné pendant trois ans avant d'être réintégré dans le parti, il était l'homme de la situation pour les milieux dirigeants polonais. Il avait aux yeux de la population le crédit d'un opposant, tout en étant fondamentalement un partisan du régime en place. Il incarnait aussi la volonté des



« Nous exigeons du pain »

élites polonaises de desserrer le contrôle politique de l'URSS sur leur appareil d'État. Mais il leur fallait encore faire accepter au Kremlin cette solution politique, en se montrant capables de mettre fin au mouvement de masse.

Khrouchtchev en personne, accompagné de chefs militaires, débarqua au huitième plénum du POUP, en octobre 1956, à la tête de la délégation de l'URSS. Le déplacement de garnisons soviétiques stationnées en Pologne vers Varsovie ne fit qu'accroître la tension dans les universités et multiplier les occupations d'usines. Dans la nuit du 19 au 20 octobre, les dirigeants du POUP réussirent à convaincre les dirigeants soviétiques de ne pas prendre de front la contestation, une intervention militaire risquant de rendre la situation totalement incontrôlable. Ceux-ci s'y résignèrent.

En propulsant Gomulka au sommet de l'État, la classe dirigeante polonaise faisait le pari de prendre la tête du mouvement, pour mieux l'arrêter mais aussi pour l'utiliser à son profit. Dès sa nomination, Gomulka appela au calme, se présentant aux yeux des contestataires comme le seul capable d'éviter une intervention militaire, à condition de modérer leurs exigences.

La vague s'étend à la Hongrie

Au même moment, en Hongrie, une situation analogue se présentait, mais cette fois débouchait sur une véritable révolution ouvrière, le pays se couvrant de conseils ouvriers tandis qu'Imre

Nagy, candidat au rôle de Gomulka hongrois, ne réussissait ni à contrôler l'insurrection, ni à convaincre les dirigeants de l'URSS de lui faire confiance pour cela.

La révolution hongroise allait succomber sous l'intervention massive de l'armée soviétique. Le prolétariat hongrois comme le prolétariat polonais montraient le chemin d'une alternative révolutionnaire à la dictature de la bureaucratie de l'URSS, et c'est bien pourquoi celle-ci choisit de l'écraser. Pour vaincre, la révolte aurait dû gagner tout le bloc soviétique. Il n'en fut malheureusement pas ainsi.

En Pologne, jusqu'au début 1958, la mobilisation populaire et l'existence des conseils contraignirent le pouvoir à de nombreuses concessions. En plus de la révision des peines des condamnés de Poznan, de la libération de prisonniers politiques, du départ de certains officiers soviétiques, de la mise à l'écart des cadres les plus détestés du parti et des syndicats, le pouvoir supprima les magasins spéciaux, assouplit les règles de désignation des cadres du parti et officialisa les conseils ouvriers par une loi. Mais, dès qu'il le put, il reprit l'offensive. Après avoir supprimé les journaux contestataires, Gomulka fit déclarer illégale la grève en avril 1958 et réduisit les conseils ouvriers au rôle de rouages dans l'administration des entreprises. Mais la classe ouvrière polonaise allait encore, pendant de longues années, se faire craindre du régime.

Gilles Boti

Chômage : baisse réelle... ou manipulation !

Les chiffres du chômage du mois de septembre ont été publiés mardi 25 octobre et, oh surprise !, le nombre de chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire ceux qui n'ont eu aucun emploi dans le mois, est en baisse de 66 300 sur la France métropolitaine.

Hollande et le gouvernement se félicitent bien évidemment de cette baisse. « L'inversion de la courbe du chômage » serait le résultat positif de leur politique, affirment-ils. Mais ils ne vont pas jusqu'à soutenir que le président a tenu sa promesse électorale de 2012, par laquelle il s'engageait à faire reculer le chômage, tant les chiffres lui renvoient son échec à la figure. En quatre ans, toutes catégories confondues, le nombre de chômeurs a augmenté de 1,2 million, atteignant aujourd'hui 5,781 millions.

Et jusqu'où peut-on faire confiance aux chiffres publiés ? Il faut

déjà les tempérer par le fait que, sur le mois de septembre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie B et C, ceux qui ne trouvent qu'un « petit boulot », a augmenté de 28 300. Ensuite, le plan de formation proposé par Hollande a pour l'instant fait glisser 73 000 chômeurs en catégorie D et, s'ils ne sont plus comptabilisés en catégorie A, celle dont tout le monde parle, ils n'en restent pas moins des chômeurs.

Mais surtout le changement des règles « d'actualisation » des chômeurs peut considérablement changer la donne. Chaque mois, un chômeur doit se réinscrire auprès de Pôle emploi sous peine d'être radié. Mais depuis janvier, le nombre de jours ouverts pendant lesquels il peut accomplir cette démarche est variable. Les chômeurs ayant passé la date limite sont désinscrits d'office jusqu'au moment où ils régularisent leur situation, et

le nombre de ces distraits, qui déjà fausse les statistiques, varie en plus d'un mois sur l'autre. Ainsi, en septembre, selon le magazine *Capital*, 238 900 personnes avaient été sorties des chiffres du chômage pour ce motif, soit 66 500 de plus qu'en août.

À supposer même que les chiffres donnés soient justes, la baisse du chômage est dérisoire. Si même le rythme de 10 000 chômeurs en moins par mois était maintenu, en combien d'années, voire de dizaines d'années, le plein emploi serait-il obtenu ? Tout l'argent versé aux entreprises, prétendument pour les aider à embaucher, ne sert à rien et les plus grandes continuent de s'enrichir en licenciant à tour de bras. La seule façon de mettre fin au chômage sera d'imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous.

Marianne Lamiral



Leclerc - Conflans : contre un patron odieux

Mardi 18 octobre, une vingtaine de salariés du magasin Leclerc de Conflans-Sainte-Honorine, dans les Yvelines, se sont rassemblés devant le commissariat de la ville, accompagnés de militants CGT des environs, pour appuyer le dépôt d'une quinzaine de plaintes et mains courantes contre leur direction, qui utilise harcèlement, intimidations, humiliations, tracasseries et pressions en tout genre, pour faire régner un climat de peur.

Les salariés ont déjà dénoncé leurs conditions

auprès de l'inspection du travail, par voie de presse et, un samedi matin, par tract auprès des clients. Une employée a aussi déposé plainte il y a quelques mois pour harcèlement sexuel et moral.

Mais publiquement la direction nie tout, puis redouble d'intimidations en interne. Elle prétend par exemple, devant les journalistes, ne pas avoir été informée par les déléguées ou ne pas avoir reçu de remarques de la part de l'inspection du travail... et cherche ensuite à nuire à des femmes qui élèvent

seules leurs enfants, en déplaçant leurs vacances pour les mettre systématiquement hors périodes de congés scolaires.

Mais cette dureté, cette violence perdent aujourd'hui de leur efficacité. L'ambiance change peu à peu. Ce dépôt de plaintes collectif en témoigne. Les travailleurs se regroupent dans leurs démarches, se reconfortent et se soutiennent les uns les autres. C'est la voie la plus sûre pour imposer à la direction le respect de leur dignité.

Correspondant LO

Babou - Bagnolet : fiers de leur grève

Les dix-huit salariés du magasin Babou de Bagnolet, en Seine-Saint-Denis, étaient en passe, le 25 octobre, de reprendre le travail après 25 jours de grève. Ils étaient mobilisés pour la réintégration de leur collègue licencié, mais aussi pour que la gérante cesse les vexations en tout genre, les sanctions, les modifications d'horaires de travail, les retards dans le versement des salaires.

Pendant presque quatre semaines, tous les jours d'ouverture, les salariés ont continué à manifester

devant le magasin. La gérante, après avoir fait la sourde oreille, a fait venir des membres de sa famille pendant neuf jours. Accusée de travail dissimulé, elle s'est ensuite acharnée à maintenir le magasin ouvert par ses propres moyens.

Les réactions des clients et de la population ont été chaleureuses et renforçaient le moral. La pétition de soutien a d'ailleurs recueilli plus de 3 000 signatures. Vendredi 21 octobre, un rassemblement et un repas de soutien étaient

organisés au nez de la patronne.

Les salariés ont choisi, ensemble, d'accepter un rendez-vous le 25 octobre et de discuter des termes de la reprise. Ils ne savent pas encore si toutes les revendications, et en particulier la réintégration de leur collègue licencié, seront satisfaites, mais ils ont déjà démontré qu'on ne s'en prenait pas impunément à l'un des leurs, et la patronne aura face à elle des travailleurs plus soudés que jamais.

Correspondant LO

Fil rouge

Chocolatine indigeste

Copé, candidat à la primaire de la droite, a décidé du mal avec les viennoiseries. En 2012, il avait déjà fait le coup du pain au chocolat qu'un enfant se serait fait arracher des mains par un voyou sous prétexte de ramadan.

Quatre ans plus tard, interrogé à Europe 1, il a estimé le prix du même pain au chocolat « à 10 ou 15 centimes », montrant par là sa rare fréquentation des boulangeries. Mais il a des excuses : ancien ministre du Budget de Chirac, ami du financier marchand d'armes Takkiédine, avocat d'affaires à temps partiel à 20 000 euros mensuels, Copé est certainement plus habitué à calculer en Byg-millions.

Pas frais, le Poisson

En déclarant qu'Hillary Clinton était dangereuse à cause de « sa proximité avec les superfineanciers de Wall Street et sa soumission aux lobbies sionistes », Jean-Frédéric Poisson a accédé d'un coup à la notoriété.

Méconnu du grand public, ce digne successeur de Christine Boutin à la présidence du Parti chrétien-démocrate, candidat à la primaire de la droite, est le promoteur d'un programme intitulé : Libérer la France

de Mai 68. Au nom de la « défense de la famille », il s'affirme contre le droit à l'avortement, contre le mariage homosexuel. Poisson s'affiche avec de Villiers, avec Ménard, le maire de Béziers proche du Front national, avec Marion Maréchal-Le Pen et déclare qu'il faut « en finir avec le cordon sanitaire autour du FN ».

Un personnage aux idées clairement d'extrême droite qui a vraiment toute sa place dans ces primaires ...

Un petit Jésus... laïc ?

Le conseil d'État a donné son avis : les crèches de Noël, avec l'âne, le bœuf et le petit Jésus, peuvent être installées dans des mairies ou bâtiments publics, alors que des associations non religieuses avaient porté plainte contre de telles initiatives.

Toutefois, selon la rapporteuse de cette décision, ce serait à condition qu'il n'y ait pas « d'intention religieuse ». Pourtant, aussitôt des dirigeants de droite et d'extrême droite se sont réjouis que cette décision reconnaisse les « traditions chrétiennes de la France ».

Les traditions chrétiennes ne seraient donc plus culturelles... Les jésuites qui ont pris cette décision ont sûrement abusé du... vin de messe !

PSA – Poissy : riposte à la répression

À plusieurs reprises, la semaine du 16 au 23 octobre, de 70 à 100 travailleurs de l'usine PSA de Poissy, dans les Yvelines, ont débrayé contre les demandes de sanction et de licenciement qui visent six militants CGT.

Dans cette usine de production automobile où les plans de suppressions d'emplois se succèdent, faisant descendre le nombre d'embauchés à 4200, plus 700 intérimaires, la direction a choisi de tenter d'isoler les militants des travailleurs en portant de fausses accusations contre eux. Cela, dans un contexte où la sympathie des travailleurs pour les militants

CGT monte depuis les manifestations contre la loi travail, contre le nouvel accord compétitivité maison, et après les interventions réussies de ces militants syndicaux dans les ateliers pour dénoncer la dégradation des conditions de travail.

Les travailleurs ont compris que, derrière l'attaque contre les militants de ce syndicat combatif, se



PSA – Poissy le 25 octobre.

cache une attaque contre eux tous. Cela explique l'énorme succès de la pétition demandant l'annulation des procédures disciplinaires, signée par près de 1300 travailleurs malgré les pressions des cadres pour les en dissuader.

D'ailleurs la direction a tout fait pour que les

travailleurs ne se solidarisent pas, allant jusqu'à convoquer les militants à leur entretien préalable le 21 octobre, une demi-heure avant un week-end prolongé d'une semaine de chômage!

Mais les travailleurs ont tenu à marquer leur solidarité dès le milieu

de la semaine et certains ont même remis ça le jour des entretiens. Ils se sont donc séparés fiers de leur action et se donnant rendez-vous pour la rentrée, le 2 novembre, avec la ferme intention de ne pas laisser la direction poursuivre sa politique.

Correspondant LO

Dufour Yachts : la colère s'exprime

Jeudi 20 octobre, plus d'une centaine de travailleurs de l'usine Dufour Yachts de La Rochelle, qui compte 600 salariés dont 200 intérimaires, ont débrayé à l'appel de la CGT, syndicat majoritaire, contre les bas salaires, proches du smic, et les conditions de travail.

Concernant les salaires, aux négociations annuelles, la direction ne propose qu'une augmentation de 1% et la conditionne à l'acceptation du principe du travail de nuit, pour quelques salariés seulement dit-elle – pour le moment! C'est déjà ainsi qu'elle avait présenté l'introduction du travail posté en 2x8, qui concerne maintenant 20% de la production. C'est pourquoi beaucoup refusent ce chantage : accepter le travail de nuit ou sinon avoir 0% d'augmentation.

Lors du rassemblement, des travailleurs ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur. Au flicage habituel, aux pressions, au stress, s'ajoutent maintenant l'interdiction d'aller aux toilettes en dehors des pauses, l'interdiction des radios car la musique « perturberait le travail » (mais apparemment pas le vacarme du rabot électrique), les entretiens humiliants, les sanctions arbitraires, les mises à pied pour « insolence ». L'absence de chauffage dans les ateliers l'hiver dernier est aussi bien présente dans les mémoires.

Les femmes, dont le salaire est largement en dessous de celui des hommes, se voient proposer par des chefs à l'esprit rétrograde de balayer le sol quand elles réclament qu'on leur confie

un travail technique.

Les intérimaires sont de plus en plus nombreux, utilisés souvent à l'année au mépris de la loi – la direction envisage même de faire tourner avec eux une chaîne entière de production de bateaux de 63 pieds (19 mètres) – ce qui accroît les risques d'accidents déjà importants : on en compte 17 en un seul mois, tels que chutes, coupures, etc.

À cela s'ajoutent les semaines de travail de 40 heures depuis le plan de compétitivité, que la direction a imposées en mettant le couteau sous la gorge des salariés. Renforcés par ce débrayage, ceux-ci se promettent d'en organiser d'autres très prochainement.

Correspondant LO

Toray – St-Maurice-de-Beynost : le plan de productivité ne passe pas

Depuis le 13 octobre, une centaine d'ouvriers de l'usine Toray à Saint-Maurice-de-Beynost, dans la banlieue lyonnaise, débrayent tous les jours contre des suppressions de postes et pour une augmentation de salaire.

Début octobre, la direction de l'usine, qui produit du film alimentaire et appartient au groupe japonais de la chimie Toray, annonçait un plan de réorganisation des services avec une hausse de la productivité, l'accélération de certaines lignes et la suppression de 45 postes sur trois ans. Pour augmenter les profits, la direction annonce des licenciements alors qu'elle prétend conquérir de nouveaux marchés en Europe.

Au même moment, un grand pont japonais était invité à Paris pour recevoir la Légion d'honneur. Pour quel motif héroïque? Pour avoir créé des emplois dans l'usine de Pau. Décorer ce patron au moment où son groupe annonce des suppressions de postes, il fallait oser!

Ces annonces tombaient

au moment des négociations salariales annuelles où la direction proposait à peine la moitié de l'augmentation concédée l'an dernier, et elles ont fait scandale. Si la peur domine encore parmi les travailleurs à la journée, en particulier dans les bureaux, les ouvriers postés en 5x8, qui représentent la moitié des 450 salariés de l'usine, ont décidé de débrayer tous les jours, deux heures en fin de poste.

En mobilisant ses nombreux cadres pour surveiller les machines, en multipliant les pressions sur les techniciens et en s'asseyant sur ses propres procédures de sécurité, la direction a réussi, dans un premier temps, à sortir une partie des bobines de film.

Cela n'a pas découragé les grévistes qui ont voté,

lors de l'assemblée du vendredi 21 octobre autour d'un barbecue, de passer à quatre heures de débrayages par poste. Avec l'arrivée des vacances de la Toussaint et la multiplication des casses sur les lignes, nul ne doute que les chefs ne supporteront pas longtemps de revenir à l'usine en pleine nuit. La production commence d'ailleurs à être touchée.

Il faut obliger la direction à remballer son plan, et pour cela le mieux serait d'entraîner les travailleurs en journée dans les débrayages. Certains multiplient donc les discussions avec eux. Une coupure existe, entretenue par la hiérarchie, mais ces travailleurs voient le mouvement avec sympathie, à défaut de le rejoindre.

Quelle que soit l'issue du mouvement, la direction a déjà échoué à semer la peur. À chaque étape de son plan, elle devra faire face à la réaction des ouvriers.

Correspondant LO

Inria : inquiétants projets de restructuration

Des restructurations ont été annoncées dans les services administratifs de l'Inria, un organisme public de recherche dans le domaine des sciences et technologies du numérique. Il regroupe 2700 salariés, répartis sur huit centres en France, et les services concernés comptent 726 personnes.

Il est question de mutualiser les services

gestion-finance et les ressources humaines. Dans ce cadre, 60 à 80 postes seraient supprimés d'ici 2020. 27 autres postes ont déjà été supprimés en 2015 par le non-remplacement des CDD. Cela représente plus de 10% de l'effectif des personnels administratifs de l'Inria.

Les agents des services concernés, bien qu'on leur dise qu'ils devraient être

reclassés en interne dans le service mutualisé, n'ont aucune information précise sur la manière dont leur travail et leurs postes seront réorganisés.

La direction de l'Inria prétend manquer de moyens, la subvention que l'État lui verse n'augmentant pas. Mais cela ne l'empêche pas de payer un cabinet privé pour l'accompagner dans ce processus

de réduction d'effectifs. Ni d'organiser un déménagement à Paris du centre de recherche d'Île-de-France et d'augmenter ainsi ses dépenses de fonctionnement.

Les salariés de l'Inria sont inquiets pour leur avenir. Ils auraient de bonnes raisons d'exiger la transparence sur l'utilisation des fonds.

Correspondant LO

CHU – Angers : double grève

Jeudi 20 octobre, le CHU d'Angers, dans le Maine-et-Loire, a été touché par une double grève. Face aux économies qui sont imposées dans tous les services du CHU, deux mobilisations simultanées ont montré que les travailleurs ne sont pas d'accord pour que le système de santé soit passé à la moulinette des politiques d'austérité.

Une grève a eu lieu dans le service de chirurgie digestive, contre la suppression de postes de soignants à l'occasion d'une restructuration, que la direction justifie par ce qu'elle appelle le virage ambulatoire. Le service comporte actuellement 52 lits d'hospitalisation complète qui vont être transformés en trois unités de onze lits, plus une unité d'hospitalisation de semaine de neuf lits, et quatre lits de crise. Cela ne va pas faire diminuer le travail, bien au contraire. Car l'objectif de la direction est « toujours plus de productivité de soins » pour que le CHU soit rentable. Avec des lits fermés définitivement, les patients attendront plus longtemps pour avoir un rendez-vous et se faire opérer. Ils resteront moins longtemps à l'hôpital, mais le personnel

aura toujours autant, voire plus de travail, car moins nombreux.

Les grévistes, au nombre d'une cinquantaine, se sont donc invités au comité technique d'établissement (CTE) pour rencontrer la direction et lui exposer les problèmes. Celle-ci a déclaré qu'elle ne comptait pas revenir sur sa décision et a même eu le culot de dire que ces suppressions de postes et de lits amélioreraient les conditions de travail. Cette attitude des directeurs est ressentie comme du mépris et les grévistes ne comptent pas en rester là.

L'autre grève du 20 octobre a été celle des cadres formateurs des écoles, car la direction veut leur imposer d'assurer les permanences de week-end, en plus de leur travail. Vingt-huit cadres de santé formateurs sont concernés par ce dispositif, qui équivaut sur



Le CTE d'Angers envahi par les grévistes.

l'année à retirer un poste d'enseignant. Là encore, la direction a refusé tout net de discuter et il s'agit pour elle de faire travailler sept jours sur sept, sans aucune embauche. Le midi, une diffusion de tracts aux portes du self, faite par l'équipe d'enseignants et les syndicats, a permis de discuter et de populariser cette action.

Les pressions de la direction ont été fortes sur ces cadres, pour les dissuader de faire grève.

Elle a été jusqu'à faire des assignations, leur interdisant donc de faire grève, au prétexte fallacieux de la continuité des soins ! La détermination de tous a permis de la faire reculer sur ce point et de la contraindre à respecter la loi. C'est une première victoire... jusqu'au retrait du projet.

À l'échelle du pays, le gouvernement prévoit la suppression de 16 000 lits et de 22 000 postes dans l'ensemble des hôpitaux,

pour réaliser des économies. C'est l'objectif de la loi Santé entrée en vigueur en janvier dernier. Dans ce cadre, au CHU d'Angers, beaucoup d'autres services sont touchés par les réorganisations. Un mouvement de grève prévu pour le 8 novembre sera l'occasion pour tous ceux qui refusent ces reculs de se retrouver ensemble dans la rue.

Correspondant LO

CAF de Nancy : une dégradation sociale... à laquelle la direction participe !

Jeudi 13 octobre, une agression a eu lieu à la Caisse d'allocations familiales (CAF) de Nancy. Les vociférations, teintées de racisme, d'un allocataire à l'encontre d'un agent d'accueil ont profondément choqué, d'autant que cela n'est pas la première fois.

Le lendemain, l'ensemble de ses collègues ont exercé leur droit de retrait. La direction a bien été obligée de les rassurer en affirmant son soutien et en répétant que toute agression est inacceptable. « L'explication est sociétale », a déclaré le directeur-adjoint à la presse, mais c'est oublier que la CAF y participe !

La nouvelle organisation de l'accueil, mise en place depuis un an, détériore en effet la relation avec les allocataires. Si ceux qui sont reçus sur rendez-vous sont satisfaits d'avoir un entretien de 15 minutes pour évoquer leur situation, cela ne concerne plus qu'une minorité. Tous les autres allocataires qui viennent sans rendez-vous doivent d'abord affronter la file d'attente, qui se prolonge souvent jusqu'à l'extérieur. Ils sont ensuite orientés

vers des ordinateurs en libre-service, sur lesquels ils peuvent éventuellement être accompagnés par des agents d'accueil, dont certains sont en CDD, voire en service civique ! Selon les propres relevés

de la direction, les agressions à l'accueil ont triplé depuis cette nouvelle organisation.

Dans toutes les CAF, les directions voudraient rendre quasi impossible une prise de contact. Une enquête de 60 millions de consommateurs sur la plateforme téléphonique révèle que « les opérateurs de la CAF semblent tout mettre en œuvre pour écourter les échanges au maximum ». Au

final, « huit appelants sur dix estiment n'avoir pas eu la réponse à leurs questions ».

Les allocataires sont donc encouragés à se débrouiller par eux-mêmes sur le site Internet. Mais, pour qui cherche une information précise ou veut prendre rendez-vous, le caf.fr devient vite un caf.enfer. À Nancy, pour un rendez-vous, il faut un délai d'au moins douze jours.

Face à la mobilisation

des agents d'accueil, la direction a bien été obligée de reconnaître que la situation est difficile. Elle est d'ailleurs en train de recruter quatre nouveaux agents en CDD pour compléter l'équipe. Mais elle essaie surtout de faire accepter à tous le fait que la CAF ne peut plus se payer le luxe de renseigner les allocataires.

Correspondant LO

Hôpital de Tourcoing : violences aux urgences

Le personnel du service des urgences de Tourcoing a été agressé de manière très violente dans la nuit du samedi 15 octobre : des médecins ont été tabassés par une dizaine de personnes venues accompagner un malade. Même si la police est intervenue rapidement, cela n'a pas empêché les coups de pleuvoir au cœur même du service, au milieu des malades et des soignants.

Sans atteindre un tel

niveau, la violence aux Urgences n'est pas une affaire exceptionnelle. Elle est quasi quotidienne et la direction de l'hôpital de Tourcoing le sait très bien. Pourtant, la sécurité dans l'établissement est réduite au minimum et les moyens donnés au service des urgences pour assurer l'accueil du public sont notoirement insuffisants. Par exemple, l'infirmière d'accueil se retrouve souvent seule pour gérer

plusieurs salles, ce qui veut dire qu'il n'y a parfois personne à l'accueil.

Cette fois, une goutte d'eau a fait déborder le vase et la direction de l'hôpital a promis d'apporter quelques améliorations en matière de sécurité et d'accueil. Bien sûr le maire, le député et la ministre de la Santé disent, comme la direction, qu'ils soutiennent le personnel à 100%. Belles paroles de la part de gens qui, depuis des années,

rogner les budgets des hôpitaux publics et d'une ministre qui n'a apporté jusqu'à présent que des restrictions budgétaires et réclame la suppression de 20 000 postes d'hospitaliers en France. Il y a de quoi être en colère.

Tout le monde est choqué. Il faut exiger les moyens et le personnel nécessaire pour pouvoir travailler en sécurité et convenablement.

Correspondant LO

Répression : relaxe pour ceux de Goodyear et les autres !

Plusieurs milliers de manifestants étaient présents à Amiens, mercredi 19 octobre, à l'ouverture du procès en appel des huit ex-salariés de Goodyear condamnés à vingt-quatre mois de prison, dont neuf mois ferme, pour la prétendue séquestration de deux cadres à la suite de l'annonce de la fermeture de l'usine et des 1 143 licenciements qui devaient l'accompagner.

Les manifestants étaient venus de toute la France, en grande partie à l'appel de la CGT mais aussi d'autres syndicats et d'organisations politiques. Notre camarade Nathalie Arthaud était présente, venue apporter le soutien de Lutte ouvrière aux salariés injustement condamnés. Tous demandaient la relaxe.

Des milliers d'autres manifestants étaient rassemblés au même moment

dans le pays, avec la même exigence. La CGT annonçait quarante lieux de rassemblement. Sans doute conscientes de l'émotion soulevée par cette condamnation à de la prison ferme pour de tels faits, les autorités judiciaires avaient fait savoir dans un communiqué à l'AFP qu'elles auraient une attitude d'apaisement. Mais l'apaisement est bien limité car, si le procureur de la République n'a plus demandé

neuf mois de prison ferme, il n'en a pas moins demandé le maintien des vingt-quatre mois avec sursis. Le jugement a été mis en délibéré au 11 janvier 2017.

L'exigence d'une relaxe totale des huit salariés condamnés demeure plus que jamais. D'autant plus que, ces derniers mois, de lourdes condamnations ont été prononcées par les tribunaux à l'encontre de manifestants contre la loi travail. Ainsi, dans le Nord, un jeune manifestant CGT a été incarcéré en juin dernier pendant trois semaines, avant un procès où il a été condamné à de la prison avec sursis. Tout dernièrement encore, dans le Nord, des manifestants ont été condamnés à



Le rassemblement du 19 octobre à Amiens.

verser 28000 euros de dommages et intérêts pour des pneus brûlés. À Amiens, toujours pour des pneus brûlés à l'occasion de la manifestation contre la loi El Khomri, d'autres ont été solidairement condamnés à 87000 euros de dommages et intérêts, une amende exorbitante pour de simples ouvriers.

Alors oui, c'est tout le mouvement ouvrier qui doit exiger la relaxe des travailleurs poursuivis, des huit d'Amiens comme de tous les autres. Les travailleurs ne doivent pas laisser condamner un des leurs pour avoir refusé de se soumettre à l'inacceptable, ni se laisser intimider.

Paul Sorel

Adapei - Orne : licenciements abusifs condamnés

La direction de l'Adapei Orne, l'Association départementale des parents d'enfants inadaptés, vient d'être condamnée par les Prud'hommes pour cinq licenciements jugés abusifs.

L'association doit donc verser 30 000 euros à une salariée qui contestait son licenciement économique et 98 500 euros à

quatre salariées embauchées en CDD entre 2009 et 2012. Elles cumulaient ensemble 1 064 CDD !

Cette condamnation est une claque pour la direction de l'Adapei, mais aussi pour l'Agence régionale de la santé, l'antenne du ministère en Normandie, qui est le principal bailleur de fonds de cette association organisée sur

une base départementale. Dans l'Orne, les problèmes d'effectifs et de conditions de travail qui se dégradent sont dénoncés depuis des mois par les aides-soignants, agents de service et administratifs qui composent la grande majorité des salariés.

Ainsi, en mars 2015, 80 travailleurs ont manifesté à Alençon devant

les bureaux de l'ARS pour protester contre les coupes budgétaires imposées à l'association. Ils dénonçaient également les licenciements jugés maintenant aux Prud'hommes.

En novembre 2015, plusieurs dizaines de travailleurs manifestaient à nouveau pour dénoncer les pressions et intimidations exercées à l'encontre du

personnel par la direction. Des parents d'enfants résidents s'étaient joints à la protestation.

Alors, la condamnation de l'Adapei Orne est un encouragement pour les 1 500 travailleurs, répartis sur 26 établissements, à continuer à défendre leurs intérêts et ceux des résidents et de leurs familles.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Mitterrand et le PCF : un baiser qui tue... accepté avec délices

Mercredi 26 octobre Hollande devait se rendre au Louvre commémorer le centenaire de la naissance de son prédécesseur et inspirateur, François Mitterrand. Cet anniversaire a été le prétexte à quelques opérations éditoriales, biographies, lettres, portraits intimes du défunt, etc. C'est aussi l'occasion pour Hollande de se raccrocher à une image de gauche. Mais de quoi et de qui parle-t-on exactement ?

Mitterrand a commencé sa carrière sous Pétain, l'a poursuivie sous la Quatrième république. Onze fois ministre, négociant ses appuis, se coulant dans tous les moules, il endossa toutes les politiques, y compris celle de la répression en Algérie, y compris celle des exécutions de militants algériens et français. Puis, en 1958, Mitterrand sortit du lot en refusant le retour de De Gaulle. C'était accepter d'être mis à l'écart pour mieux gagner le titre de premier opposant.

Cela lui permit de poser un deuxième jalon. En 1965, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel, il réussit à se présenter en candidat

unique de la gauche et à obtenir le soutien du PCF. Un tour de force pour un homme qui n'avait jamais été « de gauche » au sens le plus banal du terme, et dont l'anticommunisme était, comme pour tous les hommes politiques de son acabit, une seconde nature.

Mitterrand faisait dès cette époque le pari qu'on pouvait s'appuyer sur le PCF, ou plutôt sur ses électeurs, pour arriver au pouvoir. Il affirmait même que, non seulement cela ne favoriserait pas le PCF, mais que, au contraire, cela réduirait son influence. Le politicien avait chiffré la chose, parlant de faire passer l'électorat du PC de 25 à 5 % des voix.

Il a poursuivi cette politique, malgré quelques embardées, avec l'accord de la direction du PCF, jusqu'à son élection à la présidence en 1981. Alors, comme on enfonce un clou supplémentaire sur un cercueil, il prit soin d'appeler quatre ministres issus de ce parti. Il n'en avait pas besoin pour gouverner, le PS constituant à lui seul une large majorité. Il ne leur fit aucune concession, ce que d'ailleurs ils ne demandaient pas. Mitterrand avait besoin de ces ministres communistes pour lier un peu plus étroitement les organisations ouvrières à sa politique et, surtout, pour déconsidérer le PCF aux yeux des travailleurs, pour démoraliser les militants obligés de justifier une politique antiouvrière auprès de leurs camarades de travail. Depuis lors, malgré toutes ses contorsions, le PCF ne réussit pas à apparaître comme autre chose qu'un appendice du PS et donc comme coresponsable des coups portés au monde



Mitterrand et Marchais en 1973.

du travail.

La politique de Mitterrand au pouvoir n'a pas été différente de celle de ses prédécesseurs, de ses successeurs ou homologues des pays comparables. Il a mis en musique la partition nécessaire au grand patronat, voilà tout. Son seul titre d'originalité, comme homme politique de la bourgeoisie, est d'avoir été capable de réduire le PCF à la portion congrue.

Mitterrand n'en continuera pas moins, sans doute, à être qualifié d'homme de gauche, y compris par ce qui reste de la direction du PCF. Car Mitterrand n'avait pas eu

besoin de mettre le pistolet sur la tempe ni de Waldeck-Rochet en 1965, ni de Georges Marchais à partir du 1972 pour qu'ils mettent l'influence de leur parti au service d'ambitions politiques. La direction du PCF voulait des ministres et pour cela était prête à encenser le politicien bourgeois qui acceptait de l'introduire au gouvernement. C'était aussi enterrer auprès de ses militants toute idée de faire aboutir les objectifs de la classe ouvrière par la lutte de classe. Tout le monde du travail en paye aujourd'hui la facture.

Paul Galois

Nathalie Arthaud : « Salaires et emplois doivent être garantis ! »

« [Hollande] a menti pendant la campagne de 2012, il a menti encore quand il a expliqué que tous les emplois ont été sauvés, qu'aucun salarié ne s'est retrouvé sur le carreau... C'est faux ! Toutes les entreprises de sous-traitance le disent, elles ont dû réduire énormément leur activité puisque justement les hauts-fourneaux ont fermé, et donc il y a eu des licenciements. Il y a eu des intérimaires qui ont été renvoyés, et surtout, ce sont plus de mille postes en moins sur la région, ce qui veut dire des emplois qui manquent pour les jeunes. Et cela dans une région qui est déjà sinistrée, dans des villes dont certains maires disent qu'elles sont en train de mourir avec toutes ces fermetures. » C'est ainsi que Nathalie Arthaud, invitée du « 19-20 » de France 3 Lorraine le 22 octobre à l'occasion de sa venue à la rencontre des travailleurs de ce département, a répondu à une question sur la visite de Hollande à Florange, ajoutant que Hollande s'est « couché face à ArcelorMittal, qui est quand même un grand groupe riche ».

Quant à Arnaud

Montebourg, venu lui aussi à Florange quelques jours avant Hollande, il « n'a pas fait plus, car lui aussi s'est aplati face à Mittal. Ce n'est d'ailleurs pas là-dessus qu'il a démissionné. Il est resté au gouvernement après ça. Il aurait fallu imposer à Mittal de conserver tous ces emplois, de préserver l'avenir de ce site, tout simplement. Ce sont des grands groupes, ils ont de la marge, ils ont des moyens. La réalité, c'est qu'ils veulent toujours faire plus de profits, plus de rentabilité, et tous ceux qui sont au gouvernement, la gauche comme la droite – Sarkozy, c'était Gandrange – sont au service de ces grands capitalistes. Ils mènent la même politique, c'est toujours imposer des sacrifices et faire reculer la condition ouvrière. »

Les travailleurs de Saint-Gobain à Pont-à-Mousson se voient annoncer une nouvelle période de chômage partiel et, là encore, « on essaie de mettre dans la tête des travailleurs qu'il faut qu'ils acceptent de devenir complètement précaires, que leur vie s'adapte aux aléas du marché. Mais les loyers ne sont pas flexibles, c'est la même

somme à payer à la fin de chaque mois, l'estomac des enfants n'est pas flexible non plus, il faut les nourrir, les factures tombent, il faut les payer. Nous, nous disons qu'il faut que les salaires des travailleurs soient garantis, que leur emploi soit garanti, et même mieux en réalité... Tous ces grands groupes ont de l'argent, on devrait pouvoir se servir de ces superprofits pour répartir le travail entre tous et pour créer des emplois. Pour toute cette jeunesse condamnée aux petits boulots, aux périodes de chômage. La société en crève de cela. Si la société est de plus en plus violente, s'il y a cette délinquance, cette déshumanisation, ce chacun pour

soi, cette opposition entre les gens montés les uns contre les autres, c'est justement parce que certains ont intérêt à supprimer

des emplois et à créer du chômage ! »

Le blog de Nathalie Arthaud : www.nathalie-arthaud.info



Réunions publiques avec **Nathalie Arthaud**

Montluçon

Judi 3 novembre à 18 h 30

Salle Salicis - 1, rue Lavoisier

Annecy

Mercredi 16 novembre à 18 heures

Salle Yvette-Martinet -

15, avenue des Îles

Chartres

Judi 17 novembre à 20 heures

Espace Jean-Moulin
22, rue Jean-Moulin à Champhol

Saint-Étienne

Mardi 22 novembre à 19 heures

Maison du combattant
et des associations
4, rue André-Malraux